

**MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET
DES SOLIDARITES NATIONALES**

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



**NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE
A FIN JUIN 2019**

Septembre 2019

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie, des Finances et des Solidarités Nationales

M. Roger OWONO MBA

Ministre délégué

M. Sosthène OSSOUNGOU NDIBANGOYE

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT, ép. NGUEMA

Contact :

Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre-ville

B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28 /

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette deuxième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2019.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF	8
PREMIÈRE PARTIE : L'ÉCONOMIE MONDIALE À FIN JUIN 2019	10
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCÉS	10
I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT	11
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN JUIN 2019	13
II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES	13
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Juin 2019.....	13
II.2 LES HYDROCARBURES	15
II.2.1 Le pétrole	15
II.2.2 Le gaz naturel commercialisé.....	15
II.3 LE MANGANESE	16
II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE.....	16
II.5 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE.....	17
II.5.1 Le caoutchouc naturel.....	17
II.5.2 L'huile de palme brute.....	17
II.5.3 L'élevage bovin.....	17
II.6 LES AGRO-INDUSTRIES	18
II.6.1 La minoterie et l'aviculture.....	18
II.6.2 Le sucre	18
II.6.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées	19
II.6.4 L'eau minérale.....	19
II.6.5 Les huiles et corps gras	20
II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS	20
II.7.1 Les unités de sciage	20
II.7.2 Les unités de déroulage.....	21
II.8 LES BTP	22
II.9 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	22
II.9.1 La chimie.....	22
II.9.2 Les matériaux de construction.....	23
II.9.3.La seconde transformation des métaux.....	23
II.9.4 L'industrie minière	24
II.9.5.La fonderie	24
II.9.6 Fabrication de batteries	25
II.10 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE	25
II.10.1 L'électricité	25

II.10.2 L'eau.....	26
II.11 LE RAFFINAGE.....	26
II.12 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	27
II.12.1 Le transport aérien	27
II.12.2 Le transport ferroviaire.....	28
II.12.3 Le transport terrestre	28
II.12.4 Le transport maritime	29
II.12.4.1 l'activité portuaire à d'owendo	29
II.13 LES TELECOMMUNICATIONS	29
II.14 LE COMMERCE.....	30
II.14.1 Le commerce général structuré	30
II.14.2 Le commerce des véhicules neufs.....	30
II.14.3 Le commerce des produits pétroliers	31
II.14.4 Le commerce des produits pharmaceutiques	31
II.15 LES AUTRES SERVICES.....	31
II.15.1 Les services rendus aux entreprises.....	31
II.15.2 Les services rendus aux particuliers.....	32
II.15.3 Les services immobiliers	32
II.15.4 Les services de réparation mécanique.....	32
II.16. L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION	32
II.17. LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE	33
II.17.1 L'analyse bilancielle.....	33
II.17.2 Les opérations avec la clientèle	33
II.17.2.1 Les ressources collectées	33
II.17.2.2 Les crédits distribués	34
II.18 SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	35
II.18.1 Les ressources	35
II.18.2 Les emplois.....	36
II.18.2.1 Investissements et créances impayées.....	36
II.19 LE SECTEUR DES ASSURANCES	36
II.19.1 La Branche Non Vie.....	37
II.19.2 La Branche Vie et Capitalisation.....	37
II.19.3 Les Commissions versées aux courtiers	37
II.19.4 Les sinistres réglés.....	37
II.19.4 La Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-RE).....	38
II.20 LES ETABLISSEMENTS DE MICROFINANCE.....	38
II.20.1 La configuration du secteur	38

II.20.2 La couverture géographique et la clientèle des EMF	39
II.20.3 Capitaux propres et intermédiation financière	39
II.20.4 Les fonds propres	39
II.20.5 Les activités d'intermédiation financière.....	40
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU DEUXIEME TRIMESTRE 2019.....	41
III.1. LES PRIX A LA CONSOMMATION.....	41
III.2. L'EMPLOI PUBLIC.....	42
III.3. LES SALAIRES.....	43
III.4. LE BUDGET DE L'ETAT.....	44
III.4.1 Les soldes budgétaires	44
III.4.2 L'exécution des recettes	45
III.4.2.1 Les recettes pétrolières	45
III.4.2.2 Les recettes hors pétrole.....	46
III.4.3 Les dépenses budgétaires	46
III.4.3.1 Les dépenses de fonctionnement	47
III.4.3.2 Les dépenses d'investissement.....	47
III.4.3.3 Les autres dépenses	48
III.4.3.4 La charge de la dette	48
III.5. LA DETTE PUBLIQUE	49
III.5.1 Le règlement de la dette	49
III.5.2 L'évolution des tirages sur financements	49
III.5.3 Le stock de la dette publique	50
III.6 LE COMMERCE EXTERIEUR	51
III.6.1. L'évolution des exportations en valeur.....	52
III.6.2. L'évolution des importations en valeur	53
III.7 LE PARTENARIAT ECONOMIQUE.....	53
III.7.1. Les principaux clients.....	53
III.7.2 Les principaux fournisseurs	55
III.8 LA SITUATION MONETAIRE	57
III.8.1– Les principaux agrégats monétaires	57
III.8.1.1- La masse monétaire (M2)	57
III.8.1.2- Les ressources extra-monétaires	57
III.8.2-Les contreparties de la masse monétaire.....	57
III.8.2.1-Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N).....	57
III.8.2.2- Le crédit intérieur	58
III.9 LA POLITIQUE MONETAIRE.....	59
III.9.1- La politique des taux d'intérêts.....	59

CONCLUSION	60
ANNEXES	61
Annexe n°1 : Evolution de la situation monétaire	61
Annexe n°2 : Tableau des principales hypothèses 2018-2022	62
Annexe n°3 : Produit Intérieur Brut ressources (en valeur) 2018-2022	63
Annexe n°4 : Produit Intérieur Brut ressources (en volume) 2018-2022	64
Annexe n°5 : Produit Intérieur Brut emplois (en valeur) 2018-2022	65
Annexe n°6 : Produit Intérieur Brut emplois (en volume) 2018-2022	66
Annexe n°7 : Produit Intérieur Brut ressources croissance réelle 2017-2022	67
Annexe n°8 : Produit Intérieur Brut emplois croissance réelle 2017-2022	68

RESUME EXECUTIF

L'évolution de l'activité économique mondiale sur les six premiers mois de l'année 2019 s'est caractérisée par un ralentissement par rapport à la même période en 2018, en lien avec les tensions commerciales opposant les États-Unis à la Chine, la perte de confiance des investisseurs et le resserrement des conditions financières sur les marchés financiers.

Dans ce contexte, les perspectives de l'expansion mondiale annonçaient une croissance du PIB de 3,2% en 2019, soit un nouveau recul observé après celui de 2018 par rapport à 2017.

Au niveau sous régional, les pays membres de la CEMAC enregistreraient une croissance économique positive, en accélération à 3,2% contre 1,7% en 2018. Cette évolution résulterait d'une amélioration des performances des industries extractives, de la construction et des services financiers et immobiliers.

Le secteur non pétrolier serait le principal moteur de la croissance avec une participation estimée à +2,5 points (contre +1,2 point un an plus tôt), tandis que celle du secteur pétrolier continuerait de progresser à +0,7 point contre +0,5 point en 2018.

Sur le plan interne, l'activité économique nationale a enregistré au cours du premier semestre des résultats encourageants, au regard des tendances observées au niveau des trois secteurs. En effet, on enregistre une embellie au niveau **du secteur primaire** grâce à la consolidation des performances de l'exploitation de manganèse (+26,1%), de la production d'huile de palme (+75%) et du secteur pétrolier, avec une production nationale de pétrole brut en hausse de 17,4% à 5,46 millions de tonnes métriques.

Le **secteur secondaire** a été marqué par la bonne tenue des industries agro-alimentaires (à l'exception du sucre, de la minoterie et de l'aviculture), du ciment (+71,6%), la production d'électricité (+2,7%) et d'eau (+2%) des industries du bois (+3,5%) et le regain d'activité observé dans la branche des BTP (63,4%), après trois années de baisse continue. Néanmoins, l'activité de raffinage a poursuivi sa dégradation avec une chute (-47,7%) du volume de brut traité. De même, le volume de production de l'industrie de transformation de manganèse a baissé de 20,9%.

Les performances du **secteur tertiaire** ont été mitigées. Au titre des principales branches en progression, on note le transport ferroviaire et le transport maritime avec des volumes de marchandises transportées qui ont augmenté de 16,3% et 19,5% respectivement, les ventes des véhicules utilitaires (+29,5%), des véhicules industriels (+53,4%) et de produits pétroliers (+1,9%). De même, après une année 2018 difficile, le chiffre d'affaires des assurances s'est accru de 8,8% sur les six premiers mois. Par contre, des branches comme le commerce général structuré, le commerce des produits pharmaceutiques et l'activité bancaire se sont inscrites à la baisse.

L'analyse des agrégats macroéconomiques montre que sur les six (6) premiers mois de l'année 2019, **le commerce extérieur** a réalisé un excédent commercial en hausse de 13,6% par rapport à fin juin 2018. Cette évolution s'explique par l'accroissement des exportations (+12,0%) et ce, en dépit d'une évolution des importations (+9,5%), synonyme d'une remontée de la demande intérieure.

L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation des ménages a progressé de 3,4% en moyenne par rapport à 2018, soit une baisse de 0,2 point comparativement à la même période en 2018. En glissement mensuel, le taux d'inflation a progressé à 2,1%. Cette hausse des prix à la consommation au premier semestre 2019 provient essentiellement de l'élévation des prix des

produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+3,7%), des communications (+8,3%), du « logement, eau et électricités » (+3,8%) et des « transports (+3,5%).

A fin juin 2019, l'exécution du budget s'est soldée par une consolidation de l'**excédent primaire** à 260,0 milliards de FCFA contre 220,1 milliards de FCFA en 2018. Cette embellie est la résultante de l'accroissement des recettes budgétaires (+11,6%) dans un contexte de maîtrise des dépenses primaires (-14,9%).

Après trois (3) années de déficit, **le solde base engagement**, incluant la charge de la dette publique, a enregistré un excédent de 149,9 milliards de FCFA au premier semestre 2019. Parallèlement, **le solde base caisse** a renoué avec l'excédent après trois années de déficit, soit un solde +47,4 milliards de FCFA au premier semestre 2019 contre un déficit de 56,7 milliards de FCFA à la même période en 2018.

Au premier semestre 2019, l'Etat Gabonais a continué à honorer ses engagements. **Le règlement de la dette publique** s'est établi à 384,2 milliards de F.CFA. Par rapport à la même période en 2018, le volume des règlements est en augmentation de 98,7%.

Le règlement de la dette extérieure a absorbé 266,2 milliards de FCFA, soit une hausse de 199,1%, et prend en compte le paiement d'arriérés à hauteur de 65,2 milliards de FCFA, dont 59,0 milliards au profit des créanciers commerciaux, 5,2 milliards chez les multilatéraux et 952,1 millions pour les créanciers bilatéraux. Le paiement de la dette intérieure s'est élevé à 118,0 milliards de FCFA, soit 6,3% d'augmentation suite à l'accroissement du règlement bancaire en dépit du repli du reste des composantes.

Le secteur public a enregistré une nouvelle diminution de **ses effectifs** hors collectivité locale de 1,6% pour s'établir à 98 760 agents. Quant à la masse salariale, elle a suivi la même tendance (-3%) par rapport à la même période un an plus tôt. Cette évolution résulte des réformes mise en œuvre par le Gouvernement dans ce domaine.

Enfin, à fin Juin 2019, la situation monétaire large s'est caractérisée par une légère hausse de la masse monétaire (+0,9%), un renforcement des avoirs extérieurs nets (+6,6%) et du crédit intérieur net (+3,0%).

PREMIÈRE PARTIE : L'ÉCONOMIE MONDIALE À FIN JUIN 2019

L'expansion de l'activité mondiale est restée faible au premier semestre 2019, en liaison avec un contexte difficile caractérisé par l'accentuation des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, ainsi que par l'incertitude du Brexit.

En outre, la baisse de volume des biens et services échangés (2,5% contre 3,7% en 2018), la volatilité des cours des matières premières ont impacté négativement sur la croissance mondiale.

Dans ce contexte, la croissance mondiale pour l'ensemble de l'année 2019 serait de 3,2% contre 3,6% en 2018.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCÉS

La croissance économique globale des pays avancés a continué de décélérer au second trimestre de cette année, en raison de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, la baisse de confiance des investisseurs, le recul de l'investissement. Le Produit Intérieur Brut (PIB) de ce bloc des pays serait de 1,9% en 2019.

En rythme annuel l'expansion du PIB américain, certes robuste, a marqué le pas pour atteindre 2,1% d'avril à juin en net recul après les 3,1% réalisés au 1^{er} trimestre. Cette croissance serait principalement tirée par la consommation des ménages (+4,3%). Cette décélération découlerait de la guerre commerciale avec la Chine et la faiblesse de l'économie mondiale qui ont obéré la croissance trimestrielle américaine. En effet, les exportations ont ainsi chuté de 5,2%.

Stimulé par la fermeté de la consommation privée et de l'investissement, le produit intérieur brut (PIB) de la troisième économie mondiale a crû de 1,8% en rythme annualisé, après une augmentation de 2,8% au premier trimestre. En effet, la consommation privée a évolué de 0,6%, portée par les ventes d'automobiles et de climatiseurs. Quant à l'investissement, il a progressé de 1,5%, après une hausse de 0,4% au premier trimestre,

Le PIB de la zone euro a atteint de 0,2% au deuxième trimestre, soit deux fois moins que sur les trois premiers mois de l'année. Au sein de la zone, le PIB allemand s'est contracté de 0,1% au deuxième trimestre, laissant craindre une récession. Ce tassement de la croissance est induit à une diminution des exportations. Sur la période, la première économie européenne a principalement été tirée par la demande intérieure, en particulier par la consommation privée, la dépense publique et les investissements.

Le PIB français a cru de 0,2% par rapport aux trois mois précédents. Cette évolution est soutenue par la bonne tenue de la consommation des ménages. A contrario, les importations ralentissent avec une croissance de 0,1%. A l'inverse, les exportations restent stable avec une augmentation de 0,2%

Affectée par le ralentissement économique en Europe, les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis, la croissance de l'économie de la péninsule a été nulle sur la période, faisant réapparaître le spectre de la récession.

En revanche, la croissance du PIB de l'Espagne a ralenti à 0,5% au deuxième trimestre 2019, contre 0,7% au premier. En glissement annuel, la croissance a été de 2,3% comparativement aux 2,4% du trimestre précédent. L'expansion a été portée par le dynamisme de la consommation intérieure privée, l'accroissement des salaires et les taux d'intérêt bas dopant le pouvoir d'achat des ménages.

En raison des incertitudes liées au Brexit, le PIB britannique a baissé de 0,2% au deuxième trimestre après les 0,5% observé au premier trimestre. Cette atonie peut s'expliquer par le reflux de la production industrielle (2,9%) et la conjoncture internationale marquée par le bras de fer entre Washington et Pékin.

I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS ÉMERGENTS ET EN DÉVELOPPEMENT

Dans le groupe des pays émergents et pays en développement, la croissance devrait être de 4,1% en 2019, puis monter à 4,7% en 2020.

Les perspectives des pays européens émergents ou en développement pour 2019 serait de 1,0% et devrait monter à 2,3% en 2020. La croissance économique russe se contracterait (1,5%). En effet, la consommation des ménages serait impactée par la hausse de deux points de la TVA qui pèserait sur l'évolution des salaires réels.

Le PIB de la Chine a évolué à 6,2% par rapport à la même période l'année dernière contre 6,4% au premier trimestre. Les recettes du secteur des services, qui représentent 54,9% du PIB, ont augmenté de 7% au cours de la première moitié de l'année, contre 3% pour le secteur primaire et 5,8% pour le secteur secondaire. La consommation a continué de jouer un rôle plus important dans la promotion de la croissance économique. La consommation finale a contribué à hauteur de 60,1% de l'expansion économique durant la période janvier-juin.

La croissance économique de l'Inde atteindrait 7,0% et serait tirée essentiellement par la consommation des ménages et l'investissement privé, suite à l'amélioration de la situation financière des entreprises.

En Amérique latine, l'activité ralentirait pour se situer à 0,6% cette année contre 1,0% l'année précédente. Cette baisse découlerait des incertitudes liées aux réformes structurelles au Brésil, de la faiblesse de l'investissement et de la consommation, du fléchissement de la confiance et de la hausse des coûts de l'emprunt au Mexique. Le PIB serait respectivement de 0,8% et 0,9% en 2019.

Dans la région du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Afghanistan et du Pakistan, la croissance devrait être de 1,0% en 2019, en raison de tensions géopolitiques, parmi lesquels la Syrie et le Yémen. Les pays exportateurs de pétrole connaîtraient une légère amélioration de leur performance économique.

En Afrique subsaharienne, l'augmentation des prix de l'or noir ont permis de consolider les perspectives économiques de la zone. En effet, la croissance économique devrait s'établir à 3,4% en 2019 contre 3,1% en 2018. La croissance en Afrique du Sud devrait être plus modérée, en raison d'un impact plus marqué que prévu des grèves et des problèmes d'approvisionnement en énergie dans l'industrie minière, ainsi que d'une production agricole médiocre. Au Nigéria, le PIB se situerait à 2,3%.

Les activités économiques des pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) seraient plus dynamiques en 2019, en rapport avec la vigueur du secteur non pétrolier et, dans une moindre mesure, du secteur pétrolier malgré l'existence de vulnérabilités affectant la sous-région tant sur le plan sécuritaire que macroéconomique.

L'activité économique de la zone CEMAC se renforcerait de 3,2% contre 1,7% en 2018, sous l'effet d'une progression sensible des activités du secteur pétrolier, conjuguée à un doublement de la contribution du secteur non pétrolier. En conséquence, la croissance du secteur pétrolier devrait

gagner en vigueur et s'établirait à 3,4% en 2019 contre 2,3% en 2018. Le secteur non pétrolier quant à lui devrait progresser de 3,2% en 2019 contre 1,6% en 2018.

En termes de contribution, le secteur non pétrolier serait le principal moteur de la croissance dans la CEMAC en 2019 avec une participation estimée à +2,5 points (contre +1,2 point un an plus tôt), tandis que celle du secteur pétrolier continuerait de progresser à +0,7 point contre +0,5 point en 2018, ce grâce notamment à l'accroissement de la production attendue au Congo et au Tchad.

Les pays de la CEMAC enregistreraient une croissance économique positive, excepté la Guinée Equatoriale (-3,0%). Cette évolution résulterait d'un regain des industries extractives, de la construction et des services financiers et immobiliers. En outre, la croissance au Tchad devrait sensiblement s'accroître, passant de 2,4% à près de 6%, en lien avec une nette évolution dans le secteur pétrolier.

Du côté de la demande, la croissance économique en 2019 serait principalement tirée par la demande intérieure, avec une contribution de 3,3 points, poussée à la fois par le rebond de la consommation publique (+0,7 point) et privée (+0,7 point), et par un apport sensible des investissements bruts (+1,8 point). La dynamique des investissements privés devrait découler de la composante pétrolière (+0,8 point contre +0,1 point en 2018).

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN JUIN 2019

II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin Juin 2019

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Hydrocarbures	
<i>Pétrole</i>	↗
<i>Gaz naturel commercialisé</i>	↘
Manganèse	↗
Exploitation forestière	↘
Agriculture et élevage	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↘
<i>Huile de palme brute</i>	↗
<i>Elevage</i>	↗
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production meunière et avicole</i>	↘
<i>Production sucrière</i>	↘
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↗
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
Industries du bois	
<i>Unités de sciages</i>	↘
<i>Unités de déroulage</i>	↗
<i>Unités de contreplaqué</i>	↗
Autres industries	
<i>Chimie</i>	↗
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↗
<i>Fonderie</i>	↘
<i>Fabrication de batteries</i>	↗
<i>Matériaux de construction</i>	↗
<i>Industrie minière</i>	↘
Raffinage	↘
Electricité et eau	↗
BTP	↗
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Aérien</i>	↘
<i>Ferroviaire</i>	↗
<i>Transport terrestre</i>	↘
<i>Activités portuaires (Owendo)</i>	↗
Télécommunications	↗
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↘
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	↗

<i>Véhicules industriels</i>	↗
<i>Produits pétroliers</i>	↗
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↘
Services	
<i>Rendus aux entreprises</i>	↘
<i>Rendus aux particuliers</i>	↗
<i>Immobiliers</i>	↘
<i>Réparation mécanique</i>	↗
Hôtellerie et restauration	↘

II.2 LES HYDROCARBURES

II.2.1 Le pétrole

A fin juin 2019, la production nationale de pétrole brut s'est appréciée de 17,4%, pour se situer à 5,46 millions de tonnes métriques (39,86 millions de barils). Cette bonne performance est liée à la mise en production du champ Simba par Perenco et par l'absence de dysfonctionnements opérationnels (pannes). De plus, aucun arrêt de travail n'a été observé pour cause de mouvement de grève. Parallèlement, les exportations ont progressé de 21,7% à 5,5 millions de tonnes métriques. L'Asie reste la principale destination du brut gabonais, avec 88% des exportations nationales.

En revanche, dans un contexte international plombé par la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis, les tensions géopolitiques avec l'Iran et le ralentissement de l'économie mondiale, le cours du Brent a reculé de 6,4% à 66,02 dollars le baril. Dans le même temps, le prix moyen des bruts gabonais a perdu 5% à 65,5 dollars le baril.

Le taux moyen de change du franc CFA par rapport au dollar s'est renforcé de 7,1% à fin juin 2019 pour s'établir à 580,65 FCFA pour 1 dollar américain.

Evolution de l'activité pétrolière

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production (en millions de tonnes)	2.404	2.599	2.642	2.816	4.647	5.457	17,4%
Exportations (en millions de tonnes)	2.390	2.950	2.950	2.560	4.525	5.509	21,7%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	74.270	67.760	63.300	68.830	70.550	66.020	-6,4%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	73.280	66.440	62.250	68.750	68.980	65.500	-5,0%
Taux de change (\$US/FCFA)	564.010	574.830	577.620	583.680	542.040	580.650	7,1%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH).

II.2.2 Le gaz naturel commercialisé

La production nationale de gaz naturel commercialisé s'est située à 231,95 millions de m³ au premier semestre 2019, en retrait de 18% par rapport aux réalisations de 2018 durant la même période. Cependant, le prix de vente moyen du gaz naturel pratiqué sur le marché local s'est consolidé de 22,5% à 0,129 dollar le m³.

Evolution de l'activité gazière

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production commercialisée (milliers de m3)	121 142	111 848	111 742	120 213	283 054	231 954	-18,1%
Prix de vente moyen national (USD/m ³)	0.125	0.129	0.127	0.130	0.105	0.129	22,5%

Source: DGH

II.3 LE MANGANESE

Au cours du premier semestre 2019, la production mondiale d'acier de carbone, principal débouché du minerai de manganèse, est en hausse de 5,2%. Le marché est tiré principalement par la Chine (+9,9%) et l'Amérique du Nord (+4,2%).

Dans ce contexte, la production nationale de minerais et d'agglomérés de manganèse a progressé de 26,1% pour s'établir à 3,04 millions de tonnes, suite aux bonnes performances réalisées sur les différents gisements. Les exportations et les ventes ont suivi la même tendance haussière respectivement de 6,7% et 4,5%.

Sur le plan financier, les ventes de minerais et d'agglomérés de manganèse ont généré un chiffre d'affaires stable à 363 milliards de FCFA, malgré le repli des cours mondiaux du minerai de manganèse de 12,9% en moyenne au premier semestre 2019 (6,4 USD/dmtu) par rapport à ceux de 2018 (7,35 USD/dmtu).

Au niveau de l'emploi, les effectifs ont augmenté de 28,5% à 2 403 agents permanents, représentant une masse salariale de 30 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de manganèse

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production (en milliers de tonnes)	1 470	1 199	1 396	1 639	2 407	3 035	26.1%
Exportations (en milliers de tonnes)	1 189	1 354	1 162	1 351	2 356	2 513	6.7%
Ventes (en milliers de tonnes)	1 195	1 268	1 063	1 425	2 380	2 489	4.5%
Chiffre d'affaires (milliards Fcfa)	187	212	167	195	362	363	0.1%
Masse salariale	10	14	16	14	23	30	33.5%
Effectifs	1 925	1 638	2 338	2 403	1 870	2 403	28.5%

Sources : Comilog, CICMHZ, Nouvelle Gabon Mining

II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE

L'activité de l'exploitation forestière s'est contractée au cours du premier semestre 2019. Ainsi, la production de grumes a reculé de 1,7% pour atteindre 949 975 m³. Cette contreperformance est liée à la baisse d'activité des majors du secteur.

Aussi, les achats de grumes ont connu une baisse significative de 21,9% pour se situer à 93 774 m³ au cours de la période sous revue. Cette situation a entraîné une baisse en approvisionnement des scieries en matières premières consécutive non seulement à l'inactivité de certaines concessions forestières, mais aussi à une interdiction définitive d'exploitation de trois essences (le Kevazingo, le Moabi et l'Ozigo) imposée par le Gouvernement aux acteurs de la filière bois.

Par contre, les ventes aux industries locales se sont renforcées de 26,3% à 367 784 m³.

Évolution de l'activité forestière

(en m ³)	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production	485 977	380 736	464 798	485 177	966 171	949 975	-1,7%
Achats de grumes	53 462	52 305	52 580	41 194	120 002	93 774	-21,9%
Ventes aux industries locales	137 547	114 268	177 955	189 829	291 257	367 784	26,3%

Sources : Somivab, Hua Jia, Ceb, Geb, Trg, Groupe RimbunanHijau Et Ses Filiales Bordamur Et Sfik, Gwi, Sbl, Bso, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, Groupe Tbn Et Ses Filiales Mpb, Cfa Et Fdg, Seef, Geb, Tali Bois, Fg Gsez.

II.5 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE

II.5.1 Le caoutchouc naturel

La filière du caoutchouc naturel a maintenu sa tendance baissière après six mois d'activité en 2019. En effet, la production de caoutchouc naturel en fonds de tasse a baissé de 39 % pour se situer à 7 157 tonnes, en raison des difficultés de Siat Gabon. De même, l'usinage du caoutchouc humide en granulés de 50 kg a chuté de 52% à 2 969 tonnes.

Sur le plan commercial, le repli des exportations de granulés de 17% a eu pour conséquence une diminution du chiffre d'affaires de 21% à 3,1 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Productions							
Caoutchouc humide (en tonnes)	6 922	5 345	3 601	3 557	11 654	7 157	-38.6%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	4 111	2 895	1 802	1 168	6 202	2 969	-52.1%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	4 269	3 122	3 162	1 043	5 057	4 206	-16.8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 223	2 305	2 297	835	3 962	3 131	-21.0%
Effectifs	184	180	1 238	1 209	196	1 209	516.8%
Masse salariale	425	289	1 008	1 118	1 465	2 126	45.1%

Source : Siat Gabon

II.5.2 L'huile de palme brute

La filière de l'huile de palme brute a maintenu son dynamisme à la fin du premier semestre 2019, grâce aux plantations de Mouila et Awala et aux bonnes performances des nouvelles usines. Ainsi, la récolte des régimes de palme qui a atteint un volume de 121 022 tonnes, pour une production de 28 319 tonnes d'huile de palme brute à fin juin 2019, soit une augmentation de 64 % en glissement annuel. De même, le pressage des noix de palme a permis une production de 1 460 tonnes d'huile palmiste, en recul de 25%.

Evolution de l'activité de l'huile brute

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier trimestre		
					2 018	2 019	Var 19/18
Production (tonnes)	55 909	67 745	78 961	83 809	92 805	162 770	75%
Régime de palme	39 052	48 557	58 176	62 846	73 525	121 022	65%
Huile brute	8 754	10 617	13 713	14 606	17 320	28 319	64%
Huile palmiste	1 630	714	838	622	1 960	1 460	-25%

Source : OLAM Palm Gabon

II.5.3 L'élevage bovin

A fin juin 2019, le ranch SIAT Nyanga a connu une hausse de 11,4% de son cheptel à 6 241 bêtes, en lien avec la maîtrise des épidémies, les nouvelles naissances et l'introduction de nouvelles bêtes.

Sur le plan commercial, la société a mis en vente sur le marché local un volume de 20 433 Kg de viande, pour un chiffre d'affaires de 335 millions de FCFA. Cette évolution est imputable à la politique de diversification de la clientèle impulsée par l'entreprise.

Evolution de l'élevage bovin

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Effectif du cheptel	6 114	6 387	6 761	6 241	6 141	6 241	1,6%
Vente de viande (en kg)	8 129	9 014	10 149	10 285	6 288	20 433	224,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	46	47	104	231	28	335	1105,9%
Effectif	15	15	15	15	16	15	-6,3%
Masse salariale	21.5	19.2	22	19.8	51	42	-18,6%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.6 LES AGRO-INDUSTRIES

II.6.1 La minoterie et l'aviculture

La branche meunière et avicole a enregistré des résultats négatifs au terme des six premiers mois de l'année 2019. Ainsi, la production de farine a baissé de 7% pour se situer à 31 655 tonnes. De même, la production des issues a régressé de 10,1% pour s'établir à 8 412 tonnes, alors que la production des aliments pour bétails a reculé de 7% à 12 362 tonnes. Enfin, celle des œufs s'est repliée de 3,2% à 20,9 millions d'unités.

En conséquence, le chiffre d'affaires s'est déprécié de 4,1% à 14,8 milliards de FCFA au cours de la période sous revue.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Productions							
Farine (en tonnes)	16 516	15 877	15 128	16 527	34 052	31 655	-7,0%
Issues (en tonnes)	4 454	4 135	3 952	4 460	9 353	8 412	-10,1%
Aliments pour bétail (en tonnes)	6 547	6 659	6 109	6 253	13 287	12 362	-7,0%
Œufs (en milliers d'unités)	11 842	11 062	10 553	10 394	21 648	20 947	-3,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	7 718	7 546	7 245	7 609	15 496	14 854	-4,1%
Effectifs	151	146	142	139	151	139	-8,0%
Masse salariale	555	582	654	592	1 150	1 246	8,3%
Investissements	288	291	185	324	360	509	41,4%

Source : Smag

II.6.2 Le sucre

En fin juin 2019, la raffinerie de sucre a enregistré des contre-performances. Ainsi, la production a baissé 18%, pendant que dans le même temps le total sucre transformé a reculé de 9,2% à 9 995 tonnes. Cette baisse a été exacerbée par le repli de la production de sucre en morceaux et des autres formes (doses, granulés et sachets de 1kg) qui ont chuté respectivement de 5,2% et 12,8%. Par ailleurs, les ventes ont reculé de 3,1% à 15 697 tonnes, en lien avec la faiblesse de la demande des principaux clients.

En dépit de tout ce qui précède, le chiffre d'affaires s'est relevé de 6,4% se situer à près de 10,6 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité sucrière

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Importations (tonne)			4 186	2 522		6 708	-
Production (en tonne)	14 977	594	0	3 763	4 587	3 763	-18,0%
Total sucre transformé (tonne)	5 314	4 226	5 026	4 969	11 005	9 995	-9,2%
Sucre (en morceaux)	3 742	2 098	2 410	2 550	5 234	4 960	-5,2%
Autres (doses+granulés+sachets 1kg)	1 572	2 128	2 616	2 419	5 771	5 035	-12,8%
Ventes (en tonne)	8 255	7 664	7 989	7 732	16 206	15 721	-3,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 114	4 728	5 376	5 225	9 963	10 601	6,4%
Effectifs (nombre)	847	732	675	676	790	676	-14,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 520	1 173	1 422	1 281	2 717	2 703	-0,5%

Source : Sucaf

II.6.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées a affiché des résultats positifs au terme du premier semestre 2019. En effet, la production totale s'est accrue de 7% pour s'établir à 1,4million d'hectolitres contre 1,3 million d'hectolitres à fin juin 2018. Cette évolution résulte de la bonne tenue des boissons gazeuses et les vins, en rapport avec le regain de la consommation locale. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est relevé de 3,6% à 80 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Productions (en hectolitres)	705 526	712 145	707 631	701 974	1 318 570	1 409 604	6,9%
Bières	447 526	434 830	407 942	420 647	794 900	828 589	4,2%
Boissons gazeuses	227 687	259 317	278 362	258 962	486 197	537 323	10,5%
Divers	15 966	8 207	10 230	11 660	18 847	21 890	16,2%
Vins	14 348	9 792	11 097	10 705	18 627	21 803	17,1%
Chiffre d'affaires (en millions FCFA)	42 106	42 638	39 072	41 478	77 758	80 550	3,6%
Effectifs	1 045	1 043	1 032	1 060	1 023	1 060	3,6%
Masse salariale	3 501	4 228	3 821	4 187	7 102	8 008	12,8%

Source : SOBRAGE, SOGA Viins

II.6.4 L'eau minérale

A fin juin 2019, la production d'eau minérale a enregistré des résultats encourageants. En effet, elle s'est située à 571 966 hectolitres contre 569 227 hectolitres à la même période en 2018, soit une légère augmentation de 0,5%, impulsée par la bonne tenue des produits de la SOBRAGA sur le marché local. Corrélativement, le chiffre d'affaires s'est renforcé de 8,9% pour s'établir à 8,3 milliards de FCFA, en raison de la fermeté de la demande locale.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production d'eau (en hectolitres)	211 866	289 222	282 788	289 178	569 227	571 966	0.48%
Chiffre d'affaires (en millions FCFA)	3 807	3 889	4 223	4 064	7 609	8 287	8.90%
Effectifs	83	83	88	88	83	88	6.02%
Masse salariale	242.9	301.8	283	294	500	577	15.24%

Sources : Soboleco, Sobraga, Origen

II.6.5 Les huiles et corps gras

Au cours du premier semestre 2019, la filière des huiles et corps gras a consolidé son activité. Ainsi, la production d'oléine (huile raffinée) s'est hissée à 7 238 tonnes, en hausse de 48,8%. De même, la production de savon s'est renforcée de 8% pour s'établir à 2 359 tonnes.

Corrélativement, la bonne tenue des ventes d'oléine et de savons sur le marché local a induit une consolidation du chiffre d'affaires de 27,8% à 7,9 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2 018	2 019	Var 19/18
Production (tonnes)	5 069	5 647	5 162	4 435	7 045	9 597	36,2%
Oléine (huile raffinée)	3 336	3 866	3 724	3 514	4 863	7 238	48,8%
Savons	1 733	1 781	1 438	921	2 182	2 359	8,1%
Ventes locales (en millions de FCFA)	4 846	10 755	4 070	3 284	10 325	7 354	-28,8%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	4 292	11 180	6 331	1 636	6 233	7 967	27,8%
Effectifs	10 584	9 032	7 253	5 636	11 130	5 636	-49,4%
Masse salariale (millions de FCFA)	6 594	5 545	4 010	4 435	10 031	8 445	-15,8%

Sources : Olam Palm Gabon

II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS

Au terme des six (6) premiers mois de l'année en cours, les industries du bois ont enregistré des résultats appréciables. En effet, la production a augmenté de 3,5% pour atteindre 511 514 m³, en raison du dynamisme des unités de productions installées dans la ZERP de Nkok. De même, les exportations ont progressé de 5,1% pour afficher 428 560 m³, suite à la fermeté de la demande internationale de bois débités, notamment sur le marché asiatique.

A contrario, les ventes locales ont chuté de 63,4% pour afficher 24 496 m³, en raison d'une contraction de la demande locale du bois débité.

Evolution de l'activité de production des industries du bois

(en m ³)	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production	251 703	241 746	254 145	257 369	494 394	511 514	3,5%
Ventes locales	24 637	20 339	14 640	9 856	66 924	24 496	-63,4%
Exportations	194 559	205 613	226 335	202 224	372 362	428 560	15,1%

Sources: DICB, échantillon des industries du bois

II.7.1 Les unités de sciage

Au 30 juin 2019, les unités de sciages se sont caractérisées par une détérioration des performances industrielles et commerciales. En effet, la production de bois scié a connu une baisse de 18,6% pour

se situer à 252 135 m³. Cette situation s'explique par le ralentissement d'activité observé à la suite du Kevazingogate. Cette affaire a contraint les industriels à réduire leurs productions afin d'éviter de faire des stocks supplémentaires.

Dans ces conditions, les ventes locales se sont effondrées de 68,9% tandis que les exportations baissaient de 5,1%. En rapport avec le scandale cité plus haut, les exportations ont été bloquées pendant de nombreuses semaines.

Évolution de l'activité de sciage

(en m ³)	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production	156 472	134 303	128 190	123 946	309 846	252 135	-18,6%
Ventes locales	16 567	10 398	7 704	6 711	46 401	14 415	-68,9%
Exportations	110 906	117 941	116 604	97 787	225 850	214 391	-5,1%

Sources : Somivab, Li Jia Timber, Cdg, Groupe Rimbunan Hijau Et Sa Filiale Bordamur, Lin Li Gabon, Trg, Hua Jia Et Sa Filiale Ifeg, Rfm, Ceb, Bsg, Gwi, Sbl, Bso, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, Cbg, Groupe Tbni Et Ses Filiales Mpb, Cfa Et Fdg, Geb, Tali Bois, Akachi Wood Gsez, Gib, Rgi, Fg Gsez, Rddhi International Gabon Ex-Shinago I.G. Gsez, Woodtech Gsez.

II.7.2 Les unités de déroulage

• Le placage

Au terme du premier semestre 2019, on enregistre globalement une amélioration des performances du segment placage. En effet, la production est passée de 165 067 m³ à 239 013 m³, soit une augmentation de 44,8%. Cette situation s'explique par l'existence d'un stock de grumes et la montée en puissances des entreprises situées dans la zone de Nkok.

Parallèlement, les exportations ont bondi de 50,3% pour atteindre 198 179 m³. Les ventes locales par contre ont fortement baissé de 61% pour atteindre 6 538 m³, consécutivement à la contraction de la demande locale.

Évolution de l'activité de placage

(en m ³)	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production	86 701	98 022	116 253	122 760	165 067	239 013	44,8%
Ventes locales	5 910	7 747	5 215	1 323	16 779	6 538	-61,0%
Exportations	75 673	80 053	102 363	95 816	131 827	198 179	50,3%

Sources : Thebault Transbois, Rimbunan Hijau, Cema Gabon, Tgi, Pdg, Sbl, Seef, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, Otim Veener, Evergreen Gabon Gsez, Sun Veneer Gsez, Wood International Gsez, Greenply Gabon Gsez, Afeefa Overseas Gabon Gsez.

• Le contreplaqué

Au terme du premier semestre 2019, les performances de ce segment sont en progression. En effet, la production s'est élevée de 4,5% pour se situer à 20 366 m³ comparativement à la même période de l'année précédente. De même, les exportations se sont consolidées de 8,9% à 15 990 m³ malgré l'interdiction temporaire d'exporter imposée par les autorités gabonaises au plus fort de scandale du Kévazingo.

Par contre, les ventes locales ont baissé de 5,4% pour afficher 3 543 m³, en raison d'une contraction de la demande locale.

Évolution de l'activité de contreplaqué

(en m ³)	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production	8 530	9 421	9 702	10 664	19 481	20 366	4,5%
Ventes locales	2 160	2 194	1 721	1 821	3 744	3 543	-5,4%
Exportations	7 980	7 619	7 369	8 621	14 684	15 990	8,9%

Sources:Seef, Rougier Gabon, Cora Wood Gabon, OtimVeener.

II.8 LES BTP

L'observé conjoncturel à fin juin 2019 fait ressortir une reprise d'activité dans le secteur des BTP comparativement à la même période de l'an dernier, en raison de la relance de la commande publique et l'existence de projets privés. En effet, l'Etat a entrepris la réhabilitation des voiries des communes de Akanda, Libreville et Owendo grâce au prêt accordé par la banque Centender. De même, l'exécution du PDIL2 a été accordée aux PME gabonaises

Ainsi, la production vendue a fortement progressé passant de 27 milliards FCFA en 2018 pour se situer à 42 milliards en 2019. Le segment bâtiment et génie-civil a été le plus dynamique avec une hausse de 74,6%.

A contrario, les effectifs et la masse salariale se sont contractés respectivement de 8,3% et 37,8% du fait de la signature de « contrats chantiers » entre employeurs et salariés visant une meilleure flexibilité.

Evolution de l'activité des BTP

(En millions FCFA)	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production vendue	17 554	18 418	16 685	25 330	25 709	42 015	63.4%
Bâtiment, Génie-Civil	13 839	12 185	14 329	20 987	20 225	35 316	74.6%
Lignes Eau, Electricité, Téléphone	3 714	6 233	2 356	4 343	5 484	6 699	22.2%
Masse salariale (en millions FCFA)	4 803	4 375	3 132	3 524	10 693	6 656	-37.8%
Effectifs (en nombre d'agents)	1 706	2 323	1 783	2 021	2 205	2 021	-8.3%

Source : Société Colas Gabon, Faco construction, Mika services, Acciona, Corail BTP, Conduril, Crbc, CGPR, Sogafric Services, ETE, Seteg.

II.9 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.9.1 La chimie

- *Les peintures*

Au terme des six(6) premiers mois d'activité en 2019, la branche des peintures a enregistré de bonnes performances. Ainsi, la production de peinture a atteint 1 741 tonnes à fin juin contre 1 569 sur la période sous revue, en hausse de 11% du fait de la bonne tenue du carnet de commandes des clients industriels (BTP et sociétés pétrolières). Parallèlement, le chiffre d'affaires et la masse salariale ont crû respectivement de 4,9% et 13,7%.

Les effectifs ont également suivi la même tendance, soit une augmentation de 6,17% dont 86 agents sur la période sous revue.

Evolution de l'activité des peintures

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production (en tonnes)	941	811	846	895	1 569	1 741	11,0%
Chiffre d'affaires	2 357	1 676	1 873	2 068	3 756	3 941	4,9%
Masse salariale	183	232	244	247	432	491	13,7%
Effectifs	81	81	84	84	81	84	3,7%

Source : PPG, Chimie Gabon

II.9.2 Les matériaux de construction

Au terme du premier semestre 2019, la branche fabrication de ciment a consolidé ses performances. En effet, les importations de ciment ont atteint 71,6% pour se situer à 203 470 tonnes à fin juin 2019 contre 118 550 tonnes au cours de la même période en 2018. Cette situation trouve son origine dans une meilleure exploitation des équipements de production, mais aussi à la reprise de la production de ciment par CIMGABON au mois de juillet 2018.

Sur le plan commercial, les ventes de ciment ont progressé de 29,6% pour s'établir à 239 629 tonnes, en raison de la vigueur de la demande locale, entraînant un bond de 32,1% du chiffre d'affaires à 17,2 milliards de FCFA.

En revanche, les effectifs ont régressé de 7,4% soient 113 agents, du fait de la restructuration de Cimgabon.

Evolution de l'activité des « matériaux de construction »

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Importation Clinker (en tonnes)	137 215	124 661	85 000	118 470	118 550	203 470	71,6%
Productions de ciments (en tonnes)	166 830	137 786	112 349	132 972	182 395	245 321	34,5%
Ventes de ciment (en tonnes)	166 387	137 015	112 712	126 917	184 922	239 629	29,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	12 744	10 393	8 186	9 050	13 044	17 236	32,1%
Masse salariale (en millions de FCFA)	413.0	462.1	495	355.7	727	851	17,1%
Effectifs	125	116	116	113	122	113	-7,4%

Source : CIMAF, CIMGABON

II.9.3. La seconde transformation des métaux

La production globale des tôles, établie à 744,3 tonnes au 30 juin 2015, a augmenté de 18,3%, du fait principalement des investissements consentis afin d'accroître les capacités de production et d'assurer un meilleur rendement.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a évolué de 5,7% à 2,18 milliards de FCFA en glissement annuel, en raison de la hausse des commandes.

Evolution de l'activité de la transformation des métaux

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production de tôles (en tonnes)	415.6	342.4	392.8	351.6	629.4	744.3	18,3%
Tôles minces	144.2	118.8	127.5	59.5	169.1	187.0	10,6%
Tôles épaisses	271.4	223.5	265.3	292	460	557.3	21,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1444.6	1 202.6	965.1	351.6	2 068	2 186.7	5,7%
Masse salariale	85.4	151.4	78.9	92.2	293.5	171.1	-41,7%
Effectifs (en nombre d'agents)	32	32	31	30	32	30	-6,3%

Source : Sotralga

II.9.4 L'industrie minière

La branche de transformation de manganèse a enregistré une contreperformance. En effet, la production totale a baissé de 20,9% à 19 748 tonnes. Ce mauvais résultat s'explique majoritairement par les problèmes d'énergie.

Dans le même temps, les ventes des alliages de manganèse ont augmenté de 15,7% pour se situer à 20 750 tonnes au 30 juin 2019. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est établi à 14,4 milliards de FCFA, en amélioration de 11,2%.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production (en tonnes)	10 700	14 276	11 222	8 526	24 958	19 748	-20,9%
Silico Manganèse (SiMn)	9 172	11 060	8 878	6 795	20 802	15 673	-24,7%
Manganèse Métal (Mn Métal)	1 528	3 216	2 344	1 731	4 156	4 075	-1,9%
Ventes (en tonnes)	11 215	15 531	9 066	11 684	17 939	20 750	15,7%
Silico Manganèse (SiMn)	9 711	11 925	7 205	9 626	14 291	16 831	17,8%
Manganèse Métal (Mn Métal)	1 504	3 606	1 861	2 058	3 648	3 919	7,4%
Chiffres d'affaires (milliards FCFA)	7 847	11 852	6 710	7 713	12 964	14 422	11,2%

Source : Complexe Métallurgique de Moanda (CMM)

II.9.5.La fonderie

Au 30 juin 2019, la branche de la fonderie a globalement connu des contreperformances. En effet, la production consolidée est en repli de 37,2%, se situant à 480,7 tonnes contre 765,8 tonnes l'année précédente. Ceci s'explique par un reflux de la capacité de production (absence de four à plomb), mais également du manque de matière première durant les deux derniers mois du premier semestre 2019. Le chiffre d'affaires a suivi la même tendance pour se s'établir à 404,5 millions de FCFA en 2019 contre 700,9 millions de FCFA en 2018 soit une baisse de 42,29%.

Evolution de l'activité de fonderie

	2019		Premier semestre		
	T1	T2	2018	2019	Var 19/18
Production totale (en tonnes)	329	151,7	765,8	480,7	-37,2%
Aluminium (en tonnes)	128,3	76	275	204,3	-25,7%
Plomb (en tonnes)	98,7	24,7	198,7	123,4	-37,9%
Cuivre (en tonne)	77	51	243,1	128	-47,4%
Bronze (en tonnes)	25	0	49	25	-49,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	270	133	700,9	404,5	-42,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	7	6,8	15,2	13,8	-9,2%
Effectifs (nombre d'agents)	14	14	17	14	-17,7%

Source: Metal Co(Gsez); Sogametal(Gsez).

II.9.6 Fabrication de batteries

La branche fabrication des batteries a affiché une production de 504 unités, en augmentation de 12,5% du fait de la bonne tenue des carnets de commande, malgré la forte concurrence des batteries importées.

Evolution de l'activité de fabrication de batteries

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production de batteries (tonnes)	241	251	238	266	470	504	7,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	8.11	9.24	8.08	8.00	16.02	16.08	0,4%
Effectifs	5	5	5	5	5	5	0
Masse salariale	1.72	1.72	1.72	1.72	1.72	1.72	0

Source: Hai Sheng Rong Hua (gsez)

II.10 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

II.10.1 L'électricité

A fin juin 2019, la croissance de la production totale d'énergie électrique a été de 2,69% à 1 231,1 Gwh, attribuable à un accroissement de 6,8% des achats de la SEEG auprès de la société de patrimoine. Corrélativement, les ventes facturées hors cession ont progressé de 2,08%, favorisées par la moyenne tension (+4,63%). En effet, le bon fonctionnement des centrales thermiques permet de répondre à la demande sans cesse croissante, notamment la reprise au niveau des clients industriels et des services.

Ainsi, le chiffre d'affaires hors session s'est accru de 6,2% pour se situer à 91,1 milliards de FCFA, en lien avec la hausse des volumes facturés et le relèvement du prix moyen.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production nette (en GWh)	548,4	585,7	612,2	618,9	1 198,9	1 231,1	2,69%
Production nette SEEG	427.2	458.4	474.5	476.9	936.8	951.3	1,55%
Achats d'électricité à Société de Patrimoine	121.2	127.3	137.8	142.0	262.1	279.8	6,76%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	402.9	445.2	439.6	440.0	861.6	879.6	2,08%
Volumes facturés MT hors cession	146.0	165.4	163.1	154.5	303.5	317.5	4,63%
Volumes facturés BT hors cession	256.8	279.8	276.5	285.6	558.2	562.0	0,70%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	41 214	45 062	45 949	45 155	85 807	91 104	6,17%
CA MT hors cession	12 416	13 465	13 855	13 209	25 024	27 064	8,15%
CA BT hors cession	28 798	31 597	32 094	31 946	60 783	64 040	5,36%
PRIX MOYEN (FCFA)							
Prix moyen MT/Kwh en Fcfa	85.1	82.0	87.4	85.6	82.5	86.5	4,82%
Prix moyen BT/Kwh en Fcfa	112.1	113.0	116.2	111.9	108.9	114.1	4,74%

Sources : Seeg, Société de Patrimoine

II.10.2 L'eau

La production de l'eau potable s'est renforcée de 2,03% à 60,1 m³ d'eau contre 58,8 m³ en glissement annuel, en raison d'une meilleure gestion des capacités de production de la SEEG et une résorption des fuites sur le circuit.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a augmenté de 5,99% à 12,5 milliards FCFA, sous l'effet d'une amélioration des ventes (+3,2%) et d'un relèvement des tarifs (2,7%).

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m ³)	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Production nette	28 251	29 334	29 565	30 500	58 868	60 065	2,03%
Ventes hors cession	14 996	15 491	15 994	16 223	31 210	32 217	3,23%
Chiffre d'affaires hors cession (en millions de FCFA)	5 770	6 035	6 210	6 322	11 825	12 533	5,99%
Prix moyen/m ³ en FCFA	384.7	389.5	388.3	389.7	378.9	389.0	2,68%

Source: SEEG

II.11 LE RAFFINAGE

A fin juin 2019, les indicateurs de la raffinerie sont de nouveau orientés à la baisse. Le volume de brut traité chute de près de 48% à 243340 tonnes métriques, dénotant de l'incapacité des installations actuelles à répondre à la demande locale. En conséquences, les importations ont bondi de près de 37% à 201 507 tonnes métriques de produits raffinés.

S'agissant des ventes, hormis le turbine fuel 1 dont les ventes ont progressé de 60,6%, tous les autres produits accusent un net recul, matérialisant ainsi la mauvaise conjoncture que traverse la SOGARA dont l'exploitation devient structurellement déficitaire. Conséquemment, le chiffre d'affaires a chuté de 37,75% pour s'établir à 81,4 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de raffinage

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
TOTAL DU BRUT TRAITE	183 546	131 062	128 651	114 689	465 343	243 340	-47,7%
Compte propre (tonnes métriques)	183 546	131 062	128 651	114 689	465 343	243 340	-47,7%
IMPORTATIONS DE PRODUITS PETROLIERS (TM)	83 780	70 007	93 999	107 508	147 181	201 507	36,9%
Butane (TM)	9 390	8 437	9 089	9 231	18 027	18 320	1,6%
Essence (TM)	12 616	7 457	9 129	17 457	24 002	26 586	10,8%
Kérosène (TM)	8 905	6 837	0	1 290	12 851	1 290	-90,0%
Gasoil (TM)	52 869	47 276	75 781	79 530	92 301	155 311	68,3%
VENTES DE SOGARA							
Butane (TM)	2 775	1 275	1 538	1 200	4 123	2 738	-33,6%
Super (m ³)	14 238	6 459	12 277	7 938	25 559	20 214	-20,9%
Pétrole lampant (m ³)	2 333	2 523	296	3 174	3 517	3 470	-1,3%
Turbine fuel 1 (m ³)	15 083	13 297	13 317	9 653	14 298	22 970	60,7%
Gas-oil Moteur(m ³)	68 437	38 641	42 555	37 066	156 921	79 621	-49,3%
Résidu atmosphérique export (tm)	114 793	62 245	86 864	60 153	241 980	147 017	-39,2%
CHIFFRE D’AFFAIRES (millions FCFA)	69 546	41 571	43 863	37 539	130 760	81 403	-37,8%
Chiffre d'affaires intérieur	38 545	25 166	22 923	22 767	69 214	45 690	-34,0%
Chiffre d'affaires export	31 001	16 405	20 940	14 772	61 546	35 712	-42,0%

Sources : Sogara, DGH

II.12 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.12.1 Le transport aérien

Au terme du premier semestre 2019, les principaux indicateurs du transport aérien ont été une nouvelle fois en recul. En effet, les mouvements commerciaux des avions se sont contractés de 10% à 7 489 rotations sur la période d'analyse. De même, le nombre de passagers a légèrement baissé de 1,9% à 348 060 personnes. Ce repli a tout de même été atténué par le dynamisme du réseau international où les compagnies rivalisent en stratégie de fidélisation de certaines lignes en proposant des tarifs promotionnels.

Enfin, le fret a lui aussi suivi cette tendance baissière avec un repli de 3,9%. Globalement, le secteur pâti de l'arrêt provisoire imposé par l'ANAC à NRT et Solenta Aviation au niveau domestique.

Evolution de l'activité du transport aérien

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Mouvements Avions Commerciaux	4 553	4 309	3 728	3 761	8 320	7 489	-10%
- Réseau domestique	1 931	1 613	1 271	1 456	3 680	2 727	-25.9%
- Réseau international	2 622	2 696	2 457	2 305	4 640	4 762	2.6%
Passagers	234 955	199 931	172 932	175 128	354 629	348 060	-1.9%
- Réseau domestique	50 499	42 460	36 407	40 247	88 978	76 654	-13.9%
- Réseau international	157 716	132 167	115 318	115 328	218 963	230 646	5.3%
- Transit	26 740	25 304	21 207	19 553	46 688	40 760	-12.7%
Volume du fret (en tonnes)	3 194	3 143	2 926	3 117	6 290	6 043	-3.9%
- Réseau domestique	154	144	218	155	319	373	16.9%
- Réseau international	3 040	3 000	2 709	2 962	5 971	5 670	-5.0%

Source: ADL

II.12.2 Le transport ferroviaire

L'activité ferroviaire s'est globalement consolidée malgré les multiples incidents enregistrés sur la voie ferrée. Ainsi, le volume global des marchandises s'est apprécié de 16,3% à 3,2 millions de tonnes. Cela a été favorisé par la bonne tenue du trafic minéralier, les bois débités conteneurisés, les produits C2M et les autres marchandises. Seuls les passagers transportés et les bois débités ont enregistré une baisse de leurs quantités transportées.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires induit par les différentes prestations s'est situé à 36,7 milliards de FCFA, soit une amélioration de 14,2%.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Nombre de passagers	109 437	83 911	59 617	73 047	134 874	132 664	-1.6%
Volume global des marchandises (en Tonnes)	1 409 073	1 676 852	1 464 625	1 735 407	2 752 313	3 200 032	16.3%
Grumes	98 496	99 722	114 119	106 715	249 030	220 834	-11.3%
Bois débités	8 431	7 252	5 866	2 908	14 677	8 774	-40.2%
Bois débité ou déroulé conteneurisé	5 660	5 262	9 500	18 128	8 722	27 628	216.8%
Manganèse	1 206 674	1 448 378	1 212 176	1 483 921	2 290 876	2 696 097	17.7%
Produits C2M	15 974	20 093	21 665	20 092	26 660	41 757	56.6%
Produits pétroliers	14 129	15 761	16 160	17 520	29 270	33 680	15.1%
Autres marchandises	59 709	80 384	85 139	86 123	133 078	171 262	28.7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	16 943	18 509	16 613	20 156	32 210	36 769	14.2%

Source: SETRAG

II.12.3 Le transport terrestre

Au 30 juin 2019, l'activité de transport de biens et de personnes en zone urbaine et inter urbaine s'est soldée par des résultats négatifs. En effet, en dehors du parc automobile qui a progressé de près de 3%, tous les autres indicateurs sont au rouge. Cette situation est imputable aux nombreux dysfonctionnements observés au sein de l'entreprise (pannes, absence de pièces détachées) et l'arrêt de travail entre octobre 2018 et mi-février 2019.

Ainsi, les passagers transportés ont reculé de 27,3% à 1 097 621 navetteurs contre 1 509 529 une année auparavant. Le chiffre d'affaires a chuté de 46,8% à 215,1 millions de FCFA, plombé par l'effondrement du fret et le recul de l'exploitation de taxis.

Evolution de l'activité de transport terrestre

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Parc automobile	30	18	24	36	35	36	2,9%
Bus	17	18	12	17	15	17	13,3%
Taxi	13	-	12	19	20	19	-5,0%
Passagers transportés	514 209	347 005	193 154	904 467	1 509 529	1 097 621	-27,3%
Bus	507 871	347 005	190 190	897 567	1 491 947	1 087 757	-27,1%
Taxi	6 338		2 964	6 900	17 582	9 864	-43,9%
Chiffre d'affaires	259 738 800	116 179 600	41 802 275	173 296 475	404 474 880	215 098 750	-46,8%
Bus	249 121 900	115 367 600	36 185 100	158 621 750	349 598 600	194 806 850	-44,3%
Taxi	8 491 400		5 617 175	14 472 725	52 228 780	20 089 900	-61,5%
Fret	2 125 500	812 000	-	202 000	2 647 500	202 000	-92,4%

Source: Sogatra

II.12.4 Le transport maritime

II.12.4.1 l'activité portuaire à d'owendo

A fin juin 2019, l'activité portuaire dans la zone d'Owendo a enregistré de belles performances malgré l'affaire kevazingo qui a entraîné des goulots d'étranglement au niveau du cordon douanier. Aussi, les mouvements des bateaux et le volume global des marchandises manipulées se sont fortement améliorés. Seules les exportations de bois débités ont accusé un recul en lien avec la situation évoquée plus haut.

Evolution de l'activité portuaire

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Mouvements des bateaux	186	191	251	302	289	553	91.3%
Volume global de marchandises (en tonnes)	1 832 742	2 559 378	1 833 692	2 176 900	3 356 595	4 010 592	19,5%
Bois débités	73 780	152 884	0	58 035	89 937	58 035	35.5%
Manganèse	1 140 900	1 654 688	1 162 201	1 400 882	2 430 180	2 563 083	5.5%
Autres marchandises	618 061	751 806	671 491	717 983	836 478	1 389 475	66.1%

Source: GPM, GSEZ-Cargp, GSEZ-MT, Comilog

II.13 LES TELECOMMUNICATIONS

Le secteur des télécommunications a consolidé son activité à fin juin 2019. En effet, le nombre d'abonnés au téléphone a progressé de 4,6% à 2,9 millions de personnes. Cette performance a été favorisée par le dynamisme des sociétés de téléphonie mobile dont le nombre d'abonnés a aussi progressé de 4,6%. Il en est de même de l'internet (haut débit et GSM) avec la poursuite de son déploiement sur le territoire national.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires s'est renforcé de 11,4% à 108 milliards de FCFA, dans un contexte marqué par la baisse des tarifs des communications et des forfaits opérés par la plupart des opérateurs.

Evolution de l'activité des télécommunications

(en milliers)	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	54	56	55	53	97	108	11.4%
Nombre d'abonnés au mobile	2 847	2 980	2 857	2 960	2 829	2 960	4.6%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe	22	22	22	22	22	22	1.2%
Nombre d'abonnés total au Téléphone	2 868	3 001	2 878	2 982	2 851	2 982	4.6%
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM	2 141	2 236	1 940	2 042	1 871	2 042	9.1%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit	17	17	17	18	17	18	4.2%

Sources : Gabon-Télécom-Moov, AIRTEL Gabon, Canal +

II.14 LE COMMERCE

II.14.1 Le commerce général structuré

La branche du commerce général structuré a affiché un chiffre d'affaires de 159,69 milliards de FCFA au premier semestre 2019, soit une baisse de 1,5%. Ce léger repli s'explique par l'augmentation des prix, entraînant la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs.

Evolution du commerce général structuré

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	86.05	80.89	77.01	82.68	162.12	159.69	-1,5%

Sources : Ceca-Gadis, Gabon Meca, Nestlé Gabon, Bernabé Gabon, Bati-Plus, Centre Affaire, Mbolo, San, Sipagel

II.14.2 Le commerce des véhicules neufs

- *Véhicules utilitaires*

La tendance haussière observée en début d'année s'est poursuivie dans le négoce des véhicules utilitaires neufs. En effet, le nombre d'unités vendues s'est consolidé de 29,4% à 1 375 véhicules. Ce regain d'activité s'explique par la signature de certains contrats avec de gros clients tels que Nouvelle Gabon Mining (NGM) et Comilog.

Evolution du commerce des véhicules utilitaires neufs

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Nombre d'unités vendues	770	678	700	675	1 063	1 375	29,4%

Source : URAI (Union des représentants des automobiles industriels)

- *Véhicules industriels*

Au 30 juin 2019, le chiffre d'affaires du commerce des véhicules industriels s'est renforcé de 53,4% à 14,5 milliards de FCFA. Cet affermissement est corrélé à la concrétisation des contrats d'achats amorcés dès l'an dernier (marché exceptionnel avec un opérateur dans le secteur des transports et un autre évoluant dans les mines).

Evolution du commerce des véhicules industriels

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	5,30	8,55	7,36	7,16	9,47	14,52	53,4%

Source : Tractafic Equipement

II.14.3 Le commerce des produits pétroliers

Les ventes des produits pétroliers raffinés ont atteint un volume de 313 527 tonnes métriques contre 307 720 tonnes métriques sur la période sous revue, soit une hausse de 1,9%. Cette embellie s'explique par l'indexation des prix à la pompe aux cours mondiaux et à l'amélioration du dispositif du contrôle interne dans la plupart des sociétés.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Volumes vendus (en tonnes métriques)	162 633	163 883	156 256	157 271	307 720	313 527	1,9%
<i>dont Gasoil</i>	115 322	117 082	112 802	113 562	217 549	226 364	4,0%
<i>Supercarburant</i>	19 725	20 877	19 478	19 952	39 056	39 430	0,9%
<i>Kérosène</i>	7 823	7 861	6 762	6 224	14 270	12 986	-9,0%

Source : GPP (Groupement Professionnel Pétrolier)

II.14.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Au cours du premier semestre 2019, le commerce des produits pharmaceutiques a généré un chiffre d'affaires de 29,8 milliards de francs CFA, en recul de 3% par rapport à celui réalisé au 30 juin 2018. Cette situation est imputable à la révision à la baisse du pourcentage de prise en charge des médicaments par la CNAMGS.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	14.54	15.88	15.26	14.54	30.72	29.79	-3.0%

Sources : Ubipharma-Gabon, Pharmagabon

II.15 LES AUTRES SERVICES

II.15.1 Les services rendus aux entreprises

La branche des services rendus aux entreprises a enregistré une baisse de 13,4% de son chiffre d'affaires à juin 2019, se situant à 11,5 milliards de FCFA. Cette contreperformance est liée à la faiblesse des prestations en conseil juridique, fiscal et en audit.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	4 183	5 392	6 987	4 567	13 334	11 553	-13,4%

Source: Deloitte Touche Tohmatsu, Deloitte juridique et fiscal, FEAG, PWC, PWC Tax&Legal, CIS, CFAO Technologies,

II.15.2 Les services rendus aux particuliers

Après six mois d'activité en 2019, les services rendus aux particuliers ont enregistré une amélioration de leur chiffre d'affaires de 5,7% à 21,9 milliards de FCFA contre 20,8 milliards au cours de la même période en 2018. Cette embellie est liée à l'intensification d'actions commerciales par les entreprises de jeux de loisirs et la bonne tenue des maisons de pompes funèbres.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	10 8043	12 574	10 799	11 155	20 761	21 954	5,7%

Sources : Polyclinique El rapha, Médical Optique, Gesparc, Franstel, Evenements, Cabinet de groupe des Medecins, Gabosep, Casepga, Saaf la colombe, Labo color, Pmug, Sgjl, Sgcl.

II.15.3 Les services immobiliers

La tendance baissière observée au cours du premier trimestre 2019, s'est maintenue au deuxième trimestre avec notamment un chiffre d'affaires en décroissance de 9,6%, à 1,04 milliard de FCFA. Cette régression relève du contexte économique défavorable qui a entraîné la chute des prix des loyers et des transactions locatives, ainsi que la stagnation de la production immobilière.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	581	4 778	552	493	1 156	1 045	-9,6%

Source: Agences N*1, ALL, Alliance, SNI, SCI Equateur III, BICP

II.15.4 Les services de réparation mécanique

L'activité de la branche des services de réparation mécanique a progressé au cours du premier semestre 2019. En effet, son chiffre d'affaires a augmenté de 3,2% pour se situer à 8,4 milliards de FCFA. Le frémissement observé dans l'économie a eu un effet de propagation au niveau des services de réparation mécanique.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	4 587	4 063	4 413	4 041	8 195	8 454	3,2%

Sources :Pea, Big, Gsa, Ecig, Dieselec

II.16. L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION

A la fin du premier semestre 2019, le suivi conjoncturel fait apparaître un secteur hôtelier dont l'activité est en berne. En effet, l'absence d'événements d'envergure internationale et la faiblesse du flux touristique expliquent en grande partie la déprime observée.

Ainsi, la faible fréquentation des hôtels s'est traduite par la perte de 1,86 point du taux d'occupation des chambres. En conséquence, le chiffre d'affaires a baissé de 8,28% à 6,88 milliards de FCFA favorisé par la diminution du prix moyen de la nuitée à 80 383 FCFA.

Evolution de l'activité hôtelière

	3T18	4T18	1T19	2T19	Premier semestre		
					2018	2019	Var 19/18
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	3 013	3 908	2 725	3 2032	7 499	6 8782	-8,3%
Chambres occupées (en nombre)	23 578	30 527	23 958	24 551	55 403	51 759	-6,6%
Taux d'occupation (en %)	30.48	36.47	36.06	42.61	33.02	35	1,9
Prix moyen/chambre (FCFA)	75 082	80 842	77 901.00	83 843.56	80 782.75	80 383	-0,5%

Sources : Nomad, Radisson blu& Park inn, Rê-ndama, Boulevard

II.17. LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

II.17.1 L'analyse bilancielle

Au 30 juin 2019, le total agrégé des bilans des banques a régressé de 0,3% à 2 404,5 milliards de FCFA contre 2 412,9 milliards un an plus tôt. Cette évolution est essentiellement liée au repli des dépôts de la clientèle (-0,4% à 2 064,6 milliards de FCFA à la fin juin 2019) et à une baisse des autres postes nets (-22,6%).

Par ailleurs, les crédits nets ont reculé de 4,3% et le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est amélioré, passant de 142,2% au 30 juin 2018 à 148,1% en juin 2019. Dans le même temps, les créances en souffrance ont crû de 1% à 223,6 milliards de FCFA.

Evolution de la situation bilancielle (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	30/06/2017	30/06/2018	30/06/2019	2018/2019
DEPOTS DE LA CLIENTELE	1 878,4	2 073,3	2 064,6	-0,4%
Crédits bruts	1 711,9	1 597,9	1 560,3	-2,4%
Créances en souffrance	208,6	221,3	223,6	1,0%
Provision pour dépréciation des comptes de la clientèle	114,2	140,3	165,9	18,2%
CREDITS NETS	1 597,7	1 457,6	1 394,4	-4,3%
CAPITAUX PERMANENTS	307,0	288,8	300,6	4,1%
VALEURS IMMOBILISEES	214,7	176,8	214,5	21,3%
AUTRES POSTES NETS	40,9	50,8	39,3	-22,6%
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	413,9	778,5	795,6	2,2%
TOTAL DU BILAN	2 226,3	2 412,9	2 404,5	-0,3%

Sources : COBAC

II.17.2 Les opérations avec la clientèle

II.17.2.1 Les ressources collectées

Les ressources collectées par le secteur bancaire gabonais ont diminué de 0,4% à 2 064,6 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2019, en liaison avec la baisse simultanée des comptes à terme et des autres comptes.

Les ressources à vue ont progressé de 6,9% à 1 369,6 milliards de FCFA, sous l'effet de l'augmentation conjuguée des dépôts des entreprises publiques (+2,8%), des entreprises privées (+2,1%) et des dépôts des non-résidents (+48%). Les ressources à vue ont représenté 66,3% du total des dépôts contre 61,8% à la même période l'année précédente.

Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) se sont établies à 600 milliards de FCFA en juin 2019 contre 679,4 milliards en juin 2018, soit un recul de 11,7%. Ces ressources ont représenté 29,1% du total des dépôts collectés.

Evolution des ressources par type de compte (en milliards de FCFA)

Types de comptes	30/06/2017	30/06/2018	30/06/2019	2018/2019
Comptes à vue	1 119,9	1 281,7	1 369,6	6,9%
Comptes à terme	667,7	658,8	578,2	-12,2%
Comptes de dépôts à régime spécial	18,9	20,6	21,8	5,8%
Autres comptes	59,5	97,6	82,8	-15,2%
Dettes rattachées	12,4	14,6	12,2	-16,4%
TOTAL DES DEPOTS	1 878,4	2 073,3	2 064,6	-0,4%

Sources : COBAC

A fin juin 2019, les dépôts publics ont baissé de 26,4% à 115,5 milliards de FCFA. Ces dépôts ont représenté 5,6% du total des dépôts collectés contre 7,6% à la fin juin 2018. En revanche, les dépôts du secteur privé non financier se sont consolidés de 2,1% à 1 757,8 milliards de FCFA au cours de la période sous revue.

Evolution des dépôts par type de déposants (en milliards de FCFA)

Dépôts de la clientèle	30/06/2017	30/06/2018	30/06/2019	2018/2019
Dépôts publics	287,3	157	115,5	-26,4%
Dépôts des entreprises publiques	35,5	56,8	58,4	2,8%
Dépôts privés	1454,7	1721,7	1757,8	2,1%
Dépôts des non-résidents	29	25,6	37,9	48,0%
Dépôts non ventilés	71,9	112,1	95	-15,3%
TOTAL DES DEPOTS	1 878,4	2 073,2	2 064,6	-0,4%

Sources : COBAC

II.17.2.2 Les crédits distribués

Les crédits bruts distribués ont reculé de 2,4% à 1 560,3 milliards de FCFA contre 1 597,9 milliards un an auparavant, impactés essentiellement par la baisse des crédits accordés à l'Etat.

En effet, les crédits octroyés aux administrations publiques ont baissé de 11,9% à 402,8 milliards de FCFA à la fin du deuxième trimestre 2019. Ceux-ci ont représenté 25,8% de l'ensemble des crédits bruts distribués. En glissement annuel, les crédits octroyés au secteur privé ont enregistré une accélération de +2,8% à 1 066,6 milliards de FCFA en juin 2019. Ils ont représenté 68,4% du total des crédits contre 64,9% en juin 2018.

Les crédits consentis aux entreprises publiques qui ont représenté 0,9% du total des crédits bruts, ont fléchi de 9,9% à 13,6 milliards de FCFA à fin de juin 2019.

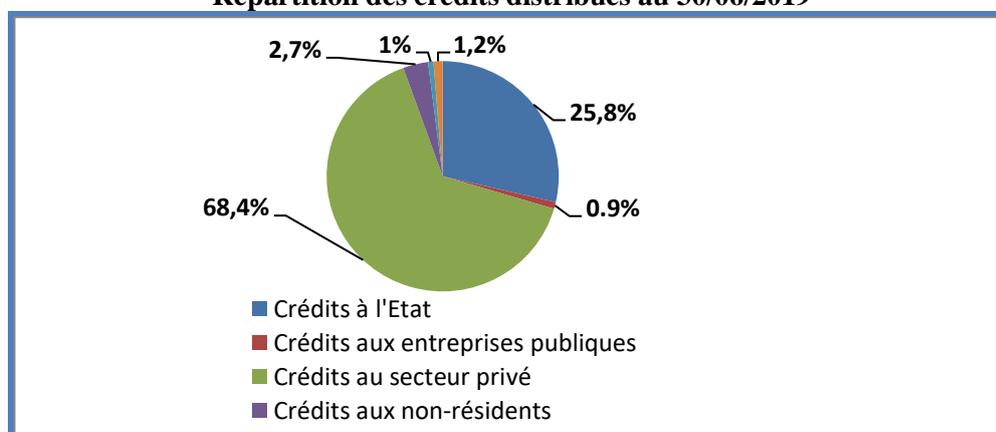
Enfin, on note un relèvement des opérations de crédit-bail dont l'encours s'élève à 15,6 milliards de FCFA en juin 2019 contre 12 milliards un an plus tôt.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	30/06/2017	30/06/2018	30/06/2019	Var 19/18
Crédits à l'Etat	529	457,2	402,8	-11,9%
Crédits aux entreprises publiques	31,9	15,1	13,6	-9,9%
Crédits au secteur privé	1 057,4	1 037,6	1 066,6	2,8%
Crédits aux non-résidents	62,7	55,7	43	-22,8%
Encours financier des opérations de crédit-bail	4,8	12	15,6	30,0%
Autres créances	26,1	20,3	18,7	-7,9%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 711,9	1 597,9	1 560,3	-2,4%

Sources : COBAC

Répartition des crédits distribués au 30/06/2019



II.18 SITUATION DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

A fin juin 2019, deux établissements financiers ont été recensés (Alios Finance Gabon et Finatra). Ces deux établissements ont pour principales activités le crédit automobile, le crédit-bail et le crédit d'équipement.

II.18.1 Les ressources

Au deuxième trimestre 2019, les ressources des établissements financiers se sont établies à 36,2 milliards de FCFA contre 39,2 milliards de FCFA un an plutôt, soit une baisse de 7,7%. Cette situation résulte essentiellement de la baisse continue des dettes bancaires de 14,0% à 23,7 milliards de FCFA, nonobstant la légère hausse des capitaux propres (7,1% à 12,5 milliards de FCFA).

Evolution des ressources au deuxième trimestre 2019 (en milliards de FCFA)

	2 ^e trimestre 2018	2 ^e trimestre 2019	Var 19/18
Capitaux propres	11,6	12,5	7,1%
Dettes bancaires	27,6	23,7	-14,0%
Ressources	39,2	36,2	-7,7%

Source : établissements financiers

II.18.2 Les emplois

Au 30 juin 2019, les emplois se sont amenuisés de 19,3% à 21,9 milliards de FCFA, essentiellement imputable à la baisse simultanée des opérations à moyen terme (-52,1% à 2,9 milliards de FCFA) et des crédits-bails (-17% à 16,5 milliards de FCFA). Cette situation est imputable à l'arrivée à terme de plusieurs contrats de crédit-bail et de crédit à la consommation non compensée par une production commerciale additionnelle conséquente.

Evolution des emplois au deuxième trimestre 2019 (en milliards de FCFA)

	2 ^e trimestre 2018	2 ^e trimestre 2019	Var 19/18
Crédits à court terme	1,2	2,5	-
Crédits à moyen terme	6,1	2,9	-52,1%
Crédits à long terme	0,0	0,0	-
Crédits-bails	19,9	16,5	-17,0%
Total	27,2	21,9	-19,3%

Source : établissements financiers

II.18.2.1 Investissements et créances impayées

Au cours de la période sous revue, aucun investissement n'a été réalisé par les établissements financiers.

Par ailleurs, on note une baisse des créances impayées de 13,9% à 4,5 milliards de FCFA en juin 2019, traduisant l'effort de remboursement de la dette effectué par l'Etat.

Evolution des emplois au deuxième trimestre 2019 (en milliards de FCFA)

Indicateurs	2 ^e trimestre 2018	2 ^e trimestre 2019	Var 19/18
Investissements	0,0	0,0	-
Titre de participation	0,3	0,3	0,0%
Créances impayées	5,2	4,5	-13,9%

Source : établissements financiers

II.19 LE SECTEUR DES ASSURANCES

Le secteur des assurances a généré un chiffre d'affaires consolidé de 45,73 milliards de FCFA au premier semestre 2019 contre 42,04 milliards à la même période en 2018, soit un accroissement de 8,8%, tiré principalement de la souscription de nouveaux contrats couvrant les deux branches Non Vie et Vie/capitalisation. Ce résultat confirme la poursuite de la bonne dynamique de l'activité entamée depuis le début de l'année 2019 contrairement aux semestres précédents qui avaient enregistré des baisses substantielles au cours des premiers semestres précédents (-19,3% à 41,25 milliards en 2017 et -21,1% à 32,54 milliards en 2018).

Evolution du chiffre d'affaires du secteur Assurance au 1^{er} semestre 2018 et 2019

(en milliards de FCFA)	Premier semestre			Répartition du C.A par branche en 2019
Branche	2018	2019*	2019/2018	
Non Vie	32,54	35,96	10,5%	79%
Vie	9,49	9,77	3%	21%
Total	42,04	45,73	8,8%	100%

Sources : GROUPES OGAR, NSIA ET LES COMPAGNIES SAHAM, AXA, SUNU ASSURANCES ;

Données non disponibles pour les Sociétés « ASSINCO, SAHAM VIE et IARD SUNU » ;

2019* = Estimations des compagnies d'assurances

II.19.1 La Branche Non Vie

Le chiffre d'affaires réalisé par l'activité Non Vie a évolué de 10,5 % pour se situer à 35,96 milliards au premier semestre 2019 comparativement au premier semestre 2018. Cette performance reflète le rebond des primes encaissées sur les produits d'assurances dommages, principalement « l'Incendie » (+21,1% à 8,60 milliards de FCFA) et « Maladie/Assistance » (2,4% à 9,75 milliards). Au cours de la période sous revue, la branche Non Vie domine le marché avec une part de 79%.

II.19.2 La Branche Vie et Capitalisation

Le chiffre d'affaires de l'activité Vie et capitalisation a progressé de 3% à 9,77 milliards de FCFA au premier semestre 2019 par rapport à la même période en 2018. L'embellie est liée à la demande soutenue de contrats, au niveau des opérations d'épargne et de santé, qui à elles seules, ont détenu environ 65% du total des émissions de la branche. Celle-ci représente 21% de l'encaissement global du secteur sur la période sous-revue.

En termes de parts de marché, le groupe OGAR, les sociétés SAHAM et AXA se répartissent l'essentiel des primes. Elles représentent 79% du chiffre d'affaires du secteur.

II.19.3 Les Commissions versées aux courtiers

Le montant total des commissions encaissées par les courtiers d'assurance a fléchi de 4,8% pour se situer à 5,81 milliards de FCFA au premier semestre 2019. Cette évolution s'explique par le recul de la production sur les produits traditionnels dominants « l'Automobile et Total Transports/Off Shore » qui procurent, à eux seuls, une part importante des primes du marché.

II.19.4 Les sinistres réglés

La charge totale des sinistres payés a régressé de 17,5% pour s'établir à 13,97 milliards de FCFA au premier semestre 2019 contre 16,94 milliards à la même période en 2018.

La branche Non Vie représente environ 53% des sinistres réglés du secteur. Les sinistres payés ont connu une quasi-stabilité de 0,4% pour se situer à 7,46 milliards de FCFA au premier semestre 2019. En revanche, les indemnités de la branche Vie et capitalisation ont enregistré une chute de 31,5% à 6,51 milliards au premier semestre 2019. Les règlements de cette branche représentent environ 47% des sinistres payés du secteur.

II.19.4 La Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-RE)

L'activité a fléchi de 9,3% pour s'établir à 6,08 milliards de FCFA au premier semestre 2019 comparativement à la même période en 2018. Cette baisse est imputable en grande partie, au nettoyage du portefeuille du marché de la réassurance à l'international, essentiellement des affaires peu rentables mais qui occasionnent des coûts très importants d'indemnisations.

Evolution de l'activité de SCG-RE

En milliards de FCFA	Premier semestre		
	2018	2019*	Var 19/18
Chiffre d'affaires	6,7	6,1	-9,3%
Primes cession légale	4,5	4,0	-10,4%
Primes facultatives	2,2	2,1	-6,4%
Commissions payées	1,1	1,1	1,9%
Sinistres réglés	1,7	2,9	78,2%
Charges de sinistres	3,4	3,2	-7,3%
Fonds propres	9,0	9,3	4,1%
Investissements physiques	0,1	0,3	225,0%
Résultat Net	0,6	0,6	-7,8%
Placements Financiers	15,9	10,5	-34,0%
Total Effectifs (nbre)	25	27	8,0%
Masse salariale	0,4	0,3	-15,8%

Source : SCG-RE

Premier semestre 2019* ; Estimations : SCG-RE

II.20 LES ETABLISSEMENTS DE MICROFINANCE

Au cours du deuxième trimestre de l'année 2019, l'évolution de l'activité a été caractérisée par une croissance des ressources et des emplois. Toutefois, en dehors de la configuration du secteur, les données ci-dessous n'intègrent pas les établissements en restructuration (CFEC et CECAG).

II.20.1 La configuration du secteur

Au 30 juin 2019, l'offre de services financiers de proximité était assurée par 14 EMF indépendants dont cinq (5) coopératives d'épargne et de crédit et neuf (9) sociétés anonymes. Cette répartition confirme la prédominance des sociétés anonymes, qui collectent l'épargne et accordent des crédits aux tiers.

Répartition des EMF par localités

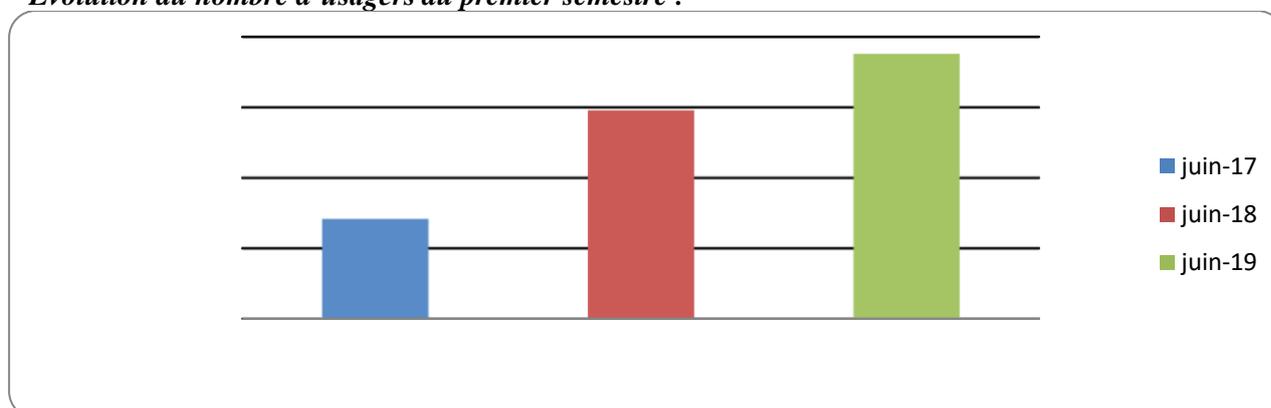
	juin 2017	juin2018	juin 2019	Var 19/18
Nombre d'EMF	12	14	14	0
Nombre d'agences	64	68	76	11,76

Sources : EMF/Cellule Microfinance

II.20.2 La couverture géographique et la clientèle des EMF

La politique de proximité initiée par les EMF en réponse à l'adhésion des populations aux produits et services offerts s'est traduite par l'augmentation du nombre d'agences. En effet, le secteur a enregistré une hausse de 2,1% de sa clientèle qui est passée de 189 792 à 193 790 usagers.

Evolution du nombre d'usagers au premier semestre :



Toutefois, on note une inégale répartition des EMF sur le territoire national. En effet, les implantations des EMF sont principalement concentrées à Libreville, Port-Gentil, Franceville et Oyem.

Evolution des usagers et des effectifs

	juin 2017	juin 2018	juin 2019	Var19/18
Usagers	182 089	189 792	193 790	2,1%
Effectifs	564	630	545	-13,5%

Source : EMF/Cellule Microfinance

Les effectifs ont quant à eux régressé de 13,49%, suite aux compressions initiés dans quatre principaux établissements (FINAM, LOXIA, Express-Union et CSG) en vue de réduire leurs charges.

II.20.3 Capitaux propres et intermédiation financière

Evolution des ressources et des emplois en milliards de fcfa

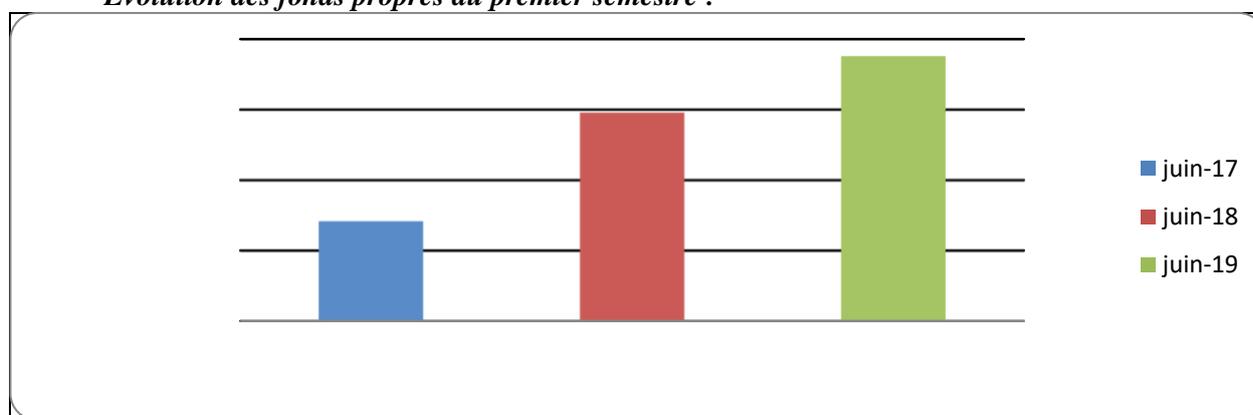
En milliards de FCFA	Juin 2017	Juin 2018	Juin 2019	Var19/18
Fonds propres	5,8	3,56	6,60	85,39%
Encours de dépôts	34,97	57,05	37,2	-34,79%
Encours de crédits	29,41	48,50	32,46	-33,07%

Source : EMF/Cellule Microfinance

II.20.4 Les fonds propres

Les fonds propres des EMF établis à 6,60 milliards à fin juin 2019 se sont renforcés à 85%, suite à la recapitalisation de l'ensemble des sociétés anonymes.

Evolution des fonds propres au premier semestre :

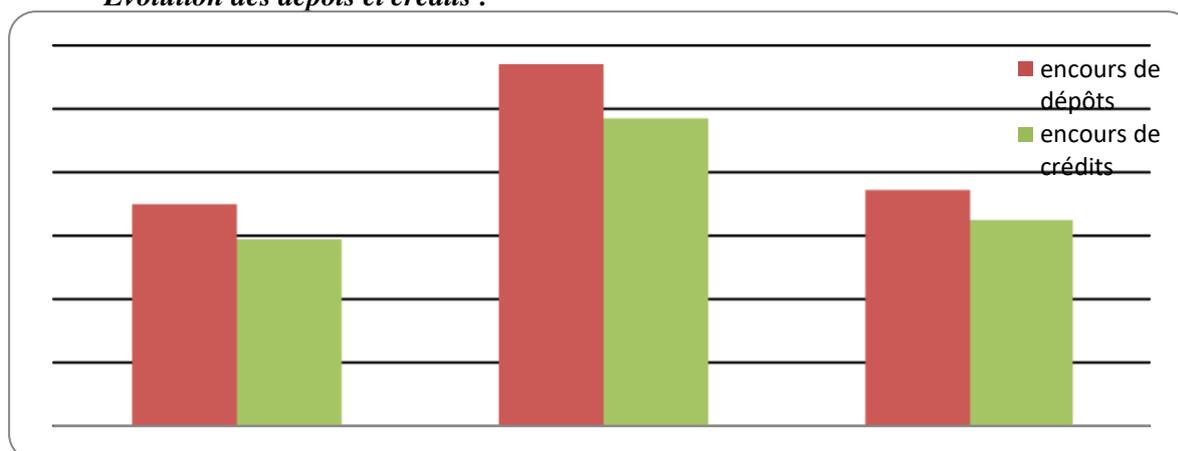


II.20.5 Les activités d'intermédiation financière

Sur les six premiers mois de l'année 2019, l'activité d'intermédiation des EMFa enregistré un net ralentissement. Les dépôts ont baissé de 35% et ont été constitués pour 68% de dépôts à vue. Les crédits à la clientèle, accordés essentiellement sous forme de concours de trésorerie, ont également baissé de 33%, sous l'effet de la baisse de la demande. Les activités d'intermédiation sont dominées par les quatre principaux établissements (CSG, Finam, Loxia et EDG).

La structure des taux d'intérêts est restée identique par rapport à ce qu'elle enregistrée en mars 2018 et cela, malgré une forte concurrence entre les établissements. Les taux créditeurs varient de 4,5 à 5% et débiteurs de 14 à 24% l'an.

Evolution des dépôts et crédits :



TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU DEUXIEME TRIMESTRE 2019

III.1. LES PRIX A LA CONSOMMATION

Au terme des six premiers mois de l'année 2019, le taux d'inflation mesuré par l'indice des prix à la consommation des ménages de Libreville, Owendo et Akanda a progressé de 3,4% en moyenne par rapport à 2018, soit une baisse de 0,2 point comparativement à la même période en 2018. En glissement mensuel, le taux d'inflation a progressé à 2,1%.

La hausse des prix à la consommation provient essentiellement de l'augmentation des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+3,7%), des communications (+8,3%), du « logement, eau et électricités » (+3,8%) et des « transports (+3,5%).

S'agissant du relèvement des prix produits alimentaires, les principaux facteurs explicatifs sont : le relèvement des prix internationaux des produits alimentaires, la baisse de l'offre (poisson et fruits de mer, légumes et tubercules, etc.) et la libéralisation à la pompe des prix des produits pétroliers accentuant la pression inflationniste de ce segment. Ainsi, les prix du pain et des céréales, ont crû de 5 points à 6,9% en variation semestrielle, les légumes et tubercules ont augmenté de 14,9% sur les six derniers mois de l'année.

Par ailleurs, l'alourdissement des dépenses de « logement, eau, gaz électricité » (+3,8%) est consécutive au relèvement des coûts de production (consommation intermédiaires notamment les prix de carburant, des matériaux de construction importés, etc.) de certains produits.

Enfin, les prix des communications et l'enseignement sont en hausse au premier semestre 2019 en raison respectivement des augmentations des coûts d'acquisition du matériel de communication et des frais d'inscription dans l'enseignement primaire, secondaire et universitaire intervenue en septembre 2018.

A cet ensemble de facteurs, s'ajoutent aussi l'impact sur les prix à la consommation de la mise à jour dans le système d'information douanier, des tarifs CEMAC.

Evolution de l'Indice Harmonisé du Prix à la Consommation

Regroupements	Pond	Taux d'inflation Trimestriel (en %)				Premier semestre				Glissement annuel (%)
		2018		2019		Indice Moyen		Var (en %)		
		T1	T2	T1	T2	2018	2019	2018	2019	
INDICE GLOBAL	10000	136,0	139,6	142,5	142,6	137,8	142,5	3,6	3,4	2,1
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	139,1	143,6	146,8	146,3	141,3	146,6	1,6	3,7	1,9
<i>Pains et céréales</i>	<i>673</i>	<i>129,1</i>	<i>133,9</i>	<i>141,3</i>	<i>139,9</i>	<i>131,5</i>	<i>140,6</i>	<i>2,0</i>	<i>6,9</i>	<i>4,5</i>
<i>Viandes</i>	<i>720</i>	<i>129,3</i>	<i>131,1</i>	<i>129,0</i>	<i>126,9</i>	<i>130,2</i>	<i>128,0</i>	<i>-3,0</i>	<i>-1,7</i>	<i>-3,2</i>
<i>Poissons et fruits de mer</i>	<i>446</i>	<i>186,9</i>	<i>191,9</i>	<i>188,6</i>	<i>187,0</i>	<i>189,4</i>	<i>187,8</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>-2,5</i>
<i>Lait, fromage et œufs</i>	<i>243</i>	<i>128,7</i>	<i>129,9</i>	<i>129,1</i>	<i>131,5</i>	<i>129,3</i>	<i>130,3</i>	<i>3,0</i>	<i>0,8</i>	<i>1,3</i>
<i>Huiles et graisses</i>	<i>183</i>	<i>132,3</i>	<i>133,3</i>	<i>132,3</i>	<i>128,8</i>	<i>132,8</i>	<i>130,5</i>	<i>2,1</i>	<i>-1,7</i>	<i>-3,4</i>
<i>Légumes et tubercules</i>	<i>534</i>	<i>143,2</i>	<i>156,3</i>	<i>171,5</i>	<i>172,7</i>	<i>149,8</i>	<i>172,1</i>	<i>2,5</i>	<i>14,9</i>	<i>10,5</i>
Boissons alcoolisées et tabac	185	126,2	126,9	127,4	128,3	126,6	127,8	1,2	1,0	1,1
Articles d'habillement et chaussures	794	139,0	139,8	141,0	143,5	139,4	142,2	1,3	2,0	2,6
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	142,4	145,4	149,4	149,4	143,9	149,4	3,4	3,8	2,8
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	126,3	129,1	128,9	128,5	127,7	128,7	3,9	0,8	-0,4
Santé	357	101,8	107,4	107,8	106,6	104,6	107,2	4,3	2,5	-0,7
Transports	990	154,4	160,5	162,3	163,7	157,5	163,0	6,3	3,5	2,0
Communications	355	67,6	70,0	74,8	74,3	68,8	74,6	12,9	8,3	6,1
Loisirs et cultures	503	127,7	129,2	128,4	129,4	128,4	128,9	6,3	0,3	0,2
Enseignement	170	153,1	152,2	190,2	190,2	152,6	190,2	34,8	24,6	25,0
Restaurants et hôtels	466	131,5	136,9	134,6	134,1	134,2	134,4	2,8	0,1	-2,1
Biens et services divers	275	150,4	150,0	150,9	150,3	150,2	150,6	2,4	0,3	0,2
<i>Inflation sous-jacente</i>		<i>131,2</i>	<i>133,7</i>	<i>136,5</i>	<i>136,8</i>	<i>132,4</i>	<i>136,6</i>	<i>4,3</i>	<i>3,2</i>	<i>2,3</i>

Source : DGS, DGEPP

III.2. L'EMPLOI PUBLIC

Les effectifs du secteur public (fonction publique et main d'œuvre non permanente) continuent à refluer. Au premier semestre 2019, les effectifs du secteur public hors collectivité locale ont baissé de 1,6% par rapport à la même période en 2018 pour s'établir à 98 760 agents.

Cette évolution s'explique conjointement par le repli des effectifs de la fonction publique (-1,6%, soit 1 351 agents) et de la MONP (-1,7% soit 250 agents) entre juin 2018 et juin 2019.

La suspension des recrutements dans l'administration publique jusqu'à nouvel ordre et le recensement des agents de la MONP intervenu au second semestre 2018, expliquent particulièrement cette évolution.

Evolution de l'Emploi Public

Effectifs du public	Evolution trimestrielle				Premier semestre		
	2018		2019				
	T3	T4	T1	T2	2018	2019	Var 19/18
Fonction publique	85 776	85 610	82771	89 913	85 723	84 372	-1,6%
MONP	14 231	14 026	14 339	14 388	14 638	14 388	-1,7%
Total *	100 007	99 636	97 110	104 301	100 361	98 760	-1,6%

Source: DGEFP *sans collectivités locales

III.3. LES SALAIRES

L'exécution de la masse salariale à fin juin 2019 est en baisse de 3,0% par rapport à la même période en 2018. Ce repli est essentiellement observé au niveau de la solde permanente (-3,0%), atténué par le relèvement des autres composantes des dépenses de personnel. Comparativement à la dotation de la loi de finances, le taux d'exécution de ce poste de dépenses a été de de 51,6 %.

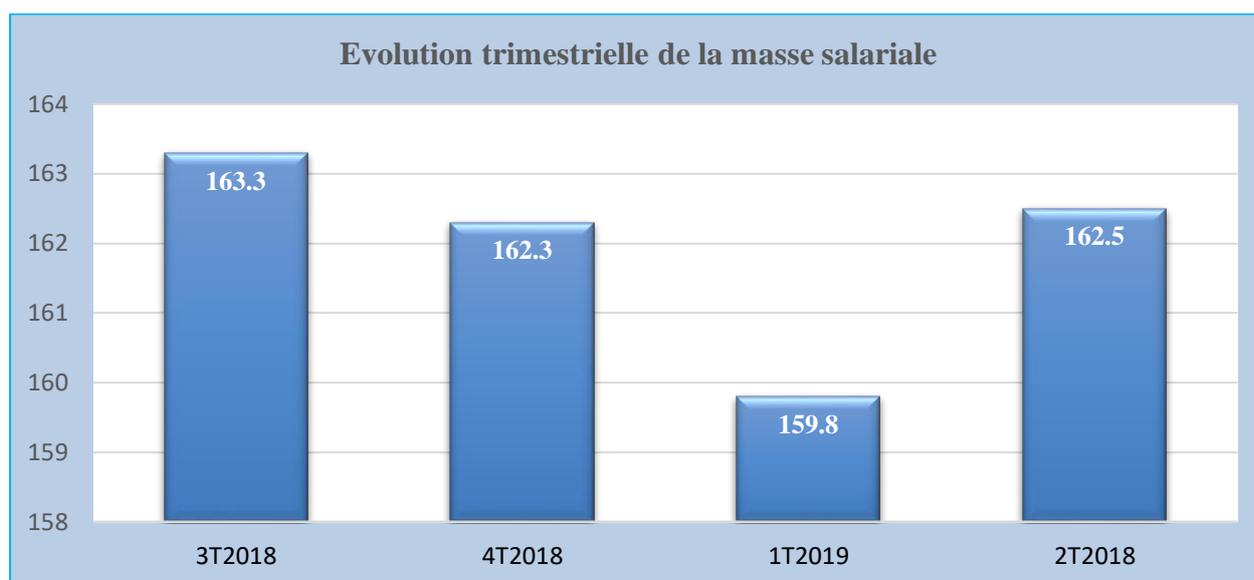
Evolution de la masse salariale du secteur public

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier semestre		
	2018		2019		2018	2019	Var 19/18
	T3	T4	T1	T2			
Solde Permanente	159,8	157,7	156,4	158,5	324,8	314,9	-3,0%
Autres	3,5	4,6	3,4	4,0	6,7	7,4	10,4%
Total	163,3	162,3	159,8	162,5	331,5	322,3	-2,8%

Sources : DGCP, * hors MONP et collectivités locales

Sur la même période, la solde permanente a enregistré une diminution de 3% pour s'établir à 314,9 milliards de FCFA. La baisse de la solde permanente est consécutive au recul des effectifs de la fonction publique, ainsi qu'au maintien des mesures relatifs à la suspension des reclassements et avancements automatiques dans la fonction publique.

Toutefois, l'analyse plus fine de l'évolution infra-annuelle de ces dépenses indique une rupture de tendance de l'évolution de la masse salariale à partir du second trimestre 2019. Cette évolution de la masse salariale au second trimestre (+2,7 milliards de FCFA) par rapport au premier trimestre 2019 est liée à la mise en présalaire de certains agents de force de sécurité et de défense ainsi que de l'éducation nationale.



III.4. LE BUDGET DE L'ETAT

III.4.1 Les soldes budgétaires

A fin juin 2019, l'exécution du budget s'est soldée par des excédents du solde primaire, du solde base engagement et du solde base caisse.

L'excédent primaire s'est consolidé de 220,1 milliards de FCFA à 260,0 milliards de FCFA. Cette embellie est la résultante de l'accroissement des recettes budgétaires (+11,6%) dans un contexte de maîtrise des dépenses primaires (-14,9%).

Après trois (3) années de déficit, **le solde base engagement**, incluant la charge de la dette publique, a enregistré un excédent de 149,9 milliards de FCFA au premier semestre 2019. Cette situation s'explique conjointement par l'accroissement des recettes budgétaires et la réduction des dépenses budgétaires (-13,6%).

Parallèlement, au premier semestre 2019, **le solde base caisse** a renoué avec l'excédent après trois années de déficit. En effet, ce solde a été excédentaire de 47,4 milliards de FCFA au premier semestre 2019 contre un déficit de 56,7 milliards de FCFA à la même période en 2018. Ce retournement de situation s'est fait dans un contexte d'excédent du solde base engagement et d'efforts réduction des arriérés.

Evolution des soldes budgétaires

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier semestre		
	2018		2019		2018	2019	Var 19/18
	T3	T4	T1	T2			
Recettes pétrolières	153,5	133,1	100,3	224,9	296,9	325,1	9,5%
Recettes hors pétrole*	327,7	206,3	283,9	343,4	556,7	627,3	12,7%
Recettes totales	481,1	339,4	384,2	568,2	853,6	952,4	11,6%
Dépenses de fonctionnement	241,5	213,3	243,6	278,4	590,3	522,0	-11,6%
Dépenses d'investissement	110,6	79,6	11,2	32,0	57,6	43,2	-25,0%
Autres dépenses	62,6	38,8	63,7	63,6	165,8	127,2	-23,3%
Dépenses primaires	414,6	331,7	318,4	374,0	813,6	692,4	-14,9%
Intérêts sur la dette	33,8	75,4	32,2	78,0	115,4	110,2	-4,5%
Solde primaire	66,5	7,7	65,8	194,3	39,9	260,0	
Solde base engagement	32,8	-68,1	33,6	116,3	-75,5	149,9	
Variations des arriérés	-63,0	-51,3	-49,7	-52,8	18,8	-102,5	
Solde base caisse	-30,3	-119,5	-16,1	63,5	-56,7	47,4	

Source : DGCPT, * Y compris les recettes comptes spéciaux

III.4.2 L'exécution des recettes

Au terme des six premiers mois de l'année, 952,4 milliards de FCFA ont été collectés (soit 45,1% des prévisions) contre 853,6 milliards à la même période une année auparavant. Cette amélioration de 11,6% des recettes propres de l'Etat est imputable à l'accroissement conjoint des recettes pétrolières et non pétrolières.

III.4.2.1 Les recettes pétrolières

Sur une prévision de 731,6 milliards de FCFA, 44,4% des recettes pétrolières ont été collectés, soit 325,1 milliards de FCFA. Comparativement au premier semestre de l'année précédente, les recettes pétrolières ont augmenté de 9,5% du fait de la hausse de la production pétrolière conjuguée à l'appréciation du taux de change dollar/Francs CFA malgré la diminution des cours du baril du pétrole.

Par rapport aux prévisions de la loi de finances, l'exécution des recettes pétrolières a été de 80,4% pour les transferts SOGARA, de 68,1% pour les impôts sur les sociétés, de 44,2% pour la redevance minière proportionnelle et de 29,0% pour les autres recettes au premier semestre 2019.

Evolution des recettes pétrolières

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier semestre		
	2018		2019		2018	2019	Var 19/18
	T3	T4	T1	T2			
Impôts sur les sociétés	1,8	10,7	4,8	67,0	74,1	71,8	-3,1%
Redevance Minière Proportionnelle	52,6	88,3	53,5	86,0	126,7	139,6	10,2%
Autres	79,9	24,5	21,7	54,8	51,3	76,5	49,1%
Transferts SOGARA	19,2	9,5	20,2	17,0	44,8	37,3	-16,9%
Total des recettes pétrolières	153,5	133,1	100,3	224,9	296,9	325,1	9,5%

Source : DGCP

III.4.2.2 Les recettes hors pétrole

Arrêtées à 1 381,9 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2019, les recettes hors pétrole se sont établies à 627,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 45,4%. Leur consolidation (+12,7%) comparativement à celles collectées à la même période en 2018 résulte des performances réalisées en matière de recouvrement des droits de douanes, des taxes sur les biens et services et des impôts directs (impôts sur les sociétés et impôts sur les personnes physiques), nonobstant le repli des recettes issues des autres recettes et des recettes comptes spéciaux.

Par rapport à l'objectif annuel et par catégorie, l'exécution des recettes hors pétrole a été de 67,6% pour les autres recettes, 64,8% pour les impôts directs (72,6% pour l'impôt sur les sociétés et 49,7% pour l'impôt sur les personnes physiques), 41,0% pour les droits de douane, 41,0% pour les recettes des comptes spéciaux et 23,2% pour les taxes sur biens et services (dont 21,3% pour la TVA).

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier semestre		
	2018		2019		2018	2019	Var 19/18
	T3	T4	T1	T2			
Droits de douanes	68,6	64,9	65,3	63,5	121,2	128,8	6,2%
Taxes sur les biens et services	49,8	23,1	36,0	59,7	74,9	95,7	27,8%
<i>dont TVA</i>	38,2	12,3	23,7	47,4	44,9	71,1	58,4%
Impôts directs	37,9	64,0	119,2	144,7	196,0	263,9	34,6%
Autres recettes	139,6	39,3	47,8	45,5	118,2	93,3	-21,0%
Recettes hors comptes spéciaux	295,8	191,3	268,2	313,4	510,2	581,7	14,0%
Recettes comptes spéciaux	31,9	15,0	15,7	29,9	46,5	45,6	-1,8%
Total des recettes hors pétrole	327,7	206,3	283,9	343,4	556,7	627,3	12,7%

Source : DGCP

III.4.3 Les dépenses budgétaires

A fin juin 2019, les dépenses budgétaires cumulées ont baissé de 13,6% pour s'établir à 802,6 milliards de FCFA, représentant un taux d'exécution de 39,7% par rapport aux prévisions de la loi de finances. Hors paiement des intérêts de la dette publique (dépenses primaires), elles ont diminué de 14,9% à 692,4 milliards de FCFA. Rappelons que les dépenses primaires sont constituées des

dépenses de fonctionnement, des dépenses d'investissement et des autres dépenses n'intégrant pas le paiement des intérêts de la dette publique.

III.4.3.1 Les dépenses de fonctionnement

Budgétisées à 1 206,7 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2019, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 522,0 milliards de FCFA entre janvier et juin 2019, soit un taux de réalisation de 43,3%. Comparativement au premier semestre de 2018, les dépenses de fonctionnement sont en repli de 11,6%. Cette évolution s'explique par la diminution conjointe des dépenses de personnel, des dépenses en biens et services ainsi que des dépenses de transferts et subventions.

En effet, exécutées à hauteur de 346,1 milliards de FCFA, soit un taux d'accomplissement de 51,4% de la dotation de la loi de finances, les dépenses du personnel sont une baisse de 5,4% (soit -19,9 milliards de FCFA). Cette baisse s'explique par le reflux de la solde permanente, de la diminution du traitement de la main d'œuvre non permanente (-10,7 milliards de FCFA) malgré l'accroissement des autres dépenses de personnel (+0,7 milliard de FCFA), en lien avec les mesures gouvernementales de maîtrise de la masse salariale.

Sur une dotation de 288,5 milliards de FCFA, les dépenses en biens et services se sont établies à 76,0 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 26,3%. Ce titre est en diminution de 25,8% comparativement au niveau atteint au premier semestre 2018, du fait de l'abaissement des dépenses relatives à la consommation de l'électricité et de l'eau (-3,6 milliards de FCFA), de la contraction des dépenses liées aux autres biens et services (-22,8 milliards de FCFA) et de la stabilité des dépenses relatives à l'utilisation du téléphone et de l'internet.

Les dépenses réalisées au titre des transferts et interventions ont, quant à elles, été exécutées à hauteur de 99,9 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 40,7% de l'autorisation budgétaire. Elles ont replié de 18,1% suite à la baisse simultanée des autres transferts et interventions (-6,5 milliards de FCFA) et du soutien des prix des carburants (-5,7 milliards de FCFA) ainsi que de la non alimentation du fonds de sécurité.

III.4.3.2 Les dépenses d'investissement

Au terme des six premiers mois de l'année 2019, les dépenses d'investissement exécutées ont chuté de 25,0% pour s'établir à 43,2 milliards de FCFA. Ce repli, par rapport au niveau atteint à la même période l'année précédente, résulte de la baisse conjointe des financements sur ressources propres (-4,1 milliards de FCFA) et sur ressources extérieures (-10,3 milliards de FCFA).

Par rapport au plafond autorisé par le parlement dans la loi de finances initiale 2019, les dépenses en capital enregistrent un taux d'exécution de 11,3%. Ce niveau d'exécution est de 16,9% pour les dépenses en capital financées sur ressources propres et de 6,4% pour ceux financées sur ressources extérieures.

III.4.3.3 Les autres dépenses

Les autres dépenses ont été exécutées à hauteur de 127,2 milliards de FCFA au premier semestre de l'année 2019 contre 165,8 milliards de FCFA à la même période une année plus tôt. Leur diminution s'explique par le recul du solde « prêts nets y compris prise de participations » (-47,7 milliards de FCFA), la baisse des dépenses du Fonds National pour le Développement du Sport (-3,1 milliards de FCFA), le recul des comptes spéciaux (-2,7 milliards de FCFA) et la diminution des dépenses liées à l'entretien routier (-0,5 milliard) nonobstant l'accroissement des dépenses relatives à la CNAMGS (+15,3 milliards de FCFA).

Evolution des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier semestre		
	2018		2019		2018	2019	Var 19/18
	T3	T4	T1	T2			
Fonctionnement	241,5	213,3	243,6	278,4	590,3	522,0	-11,6%
Salaires et traitements	163,2	171,8	168,1	178,0	366,0	346,1	-5,4%
Biens et services	28,4	8,8	29,2	46,8	102,4	76,0	-25,8%
Transferts et subventions	49,8	32,7	46,2	53,7	121,9	99,9	-18,1%
Investissements	110,6	79,6	11,2	32,0	57,6	43,2	-25,0%
Ressources propres	21,4	24,9	8,3	23,2	35,6	31,5	-11,5%
Finex	89,1	54,7	2,8	8,8	21,9	11,7	-46,8%
Autres dépenses	62,6	38,8	63,7	63,6	165,8	127,2	-23,3%
Prêts nets y c prise de participation	12,5	1,1	17,7	12,1	77,5	29,8	-61,5%
FER	0,3	0,8	1,3	0,0	1,8	1,3	-28,0%
CNAMGS	3,9	7,4	2,4	19,7	6,7	22,1	227,8%
FNDS	2,1	2,3	0,0	0,3	3,4	0,3	-90,1%
Comptes spéciaux	43,9	27,2	42,4	31,3	76,4	73,7	-3,5%
Total dépenses primaires	414,6	331,7	318,4	374,0	813,6	692,4	-14,9%
Intérêts sur la dette	33,8	75,9	32,2	78,0	115,4	110,2	-4,5%
Total dépenses	448,4	407,5	350,6	451,9	929,0	802,6	-13,6%

Source : DGCPT

III.4.3.4 La charge de la dette

Arrêtées à 255,6 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2019, les dépenses relatives à la charge de la dette ont été exécutées à hauteur de 43,1% au terme des six premiers mois de l'année. Comparativement à l'année précédente, elles ont baissé de 4,5% à 110,2 milliards de FCFA du fait de la diminution du règlement des intérêts sur la dette intérieure (-1,8 milliard de FCFA) et sur la dette extérieure (-3,4 milliards de FCFA).

III.5. LA DETTE PUBLIQUE

La situation de la dette s'est caractérisée au premier semestre 2019 par des efforts substantiellement de règlements, d'un rebond sur les tirages sur financement accompagné, une évolution positive du stock se caractérise par sa baisse progressive depuis janvier 2019.

III.5.1 Le règlement de la dette

Au deuxième semestre 2019, l'Etat Gabonais a continué à honorer ses engagements. Le règlement de la dette publique s'est établi à 384,2 milliards de F.CFA. Par rapport à la même période en 2018, le volume des règlements est en hausse de 98,7% suite à l'accroissement des paiements de la dette extérieure et de la dette intérieure.

Le règlement de la dette extérieure de 266,2 milliards de FCFA, soit une hausse de 199,1%, concerne la dette commerciale et la dette multilatérale, bilatérale et marché financier international. Il tient compte d'un paiement d'arriérés à hauteur de 65,2 milliards de FCFA, dont 59,0 milliards au profit des créanciers commerciaux, 5,2 milliards chez les multilatéraux et 952,1 millions pour les créanciers bilatéraux.

L'augmentation de 6,3% du paiement de la dette intérieure à 118,0 milliards de FCFA, est relative à l'accroissement du règlement bancaire en dépit du repli du reste des composantes. Ce montant intègre 2,0 milliards de FCFA d'arriérés, soit 2,0 milliards de F.CFA au titre des divers intérieurs.

Evolution du règlement de la dette publique

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier semestre			
	2018		2019		2018	2019	Poids	Var 19/18
	T3	T4	T1	T2				
Dette extérieure	102,7	59,8	116,9	266,2	89,0	266,2	70,2%	199,1%
Multilatérale	23,5	4,5	19,4	73,8	11,2	73,8	19,5%	558,9%
Bilatérale	27,7	8,9	20,4	35,8	22,5	35,8	9,4%	59,1%
Commerciale	51,5	6,0	77,1	114,5	14,9	114,5	30,2%	668,5%
Marché financier International		40,4	-	42,1	40,4	42,1		4,2%
Dette intérieure	70,9	84,2	26,6	118,0	106,3	118,0	29,8%	11,0%
Bancaire	17,6	28,8	24,8	52,4	18,0	52,4	13,8%	191,1%
Moratoires	26,9	28,6		2,0	30,5	2,0		-93,4%
Divers	0,2	2,5	-	20,0	2,0	20,0		900,0%
Marché financier Régional	26,2	24,3	1,8	43,6	55,8	43,6	11,5%	-21,9%
Total	173,6	144,0	143,5	384,2	195,3	384,2	100,0%	96,7%

Source : DGD

III.5.2 L'évolution des tirages sur financements

De janvier à juin 2019, l'Etat gabonais a bénéficié des décaissements sur emprunts extérieurs et intérieurs. Le montant total des décaissements s'est établi à 240,5 milliards de FCFA au premier semestre 2019. Ce montant est en hausse de 294,3% au premier semestre 2019 par rapport au niveau

atteint à la même période une année plus tôt. Cette évolution résulte de la bonne tenue de toutes les composantes, nonobstant la diminution des tirages sur financements intérieurs.

Ces tirages ont essentiellement été effectués auprès des bailleurs de fonds multilatéraux (78,4% de l'enveloppe globale) et bilatéraux (11,8% du montant total).

Evolution des tirages sur financements

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier semestre			
	2018		2019		2018	2019	Poids	Var
	T3	T4	T1	T2				
Dette extérieure	170,7	305,5	68,4	212,4	22	217	90,2%	886,4%
Multilatérale	58,7	248,2	65,6	184,3	15,6	188,6	78,4%	1109,0%
Bilatérale	112	54,6	2,8	28,1	3,7	28,4	11,8%	667,6%
Commerciale		2,7			2,7		0,0%	-100,0%
Marché financier International			-					
Dette intérieure	42,4	29,9	0	23,5	39	23,5	9,8%	-39,7%
Bancaire							0,0%	
Marché financier Régional	42,4	29,9		23,5	39	23,5	9,8%	-39,7%
Total	213,1	335,4	68,4	235,9	61	240,5	100,0%	294,3%

Source : DGD

III.5.3 Le stock de la dette publique

Comparativement au premier semestre 2018, l'encours de la dette publique du Gabon s'est élevé de 6,9% à 5 102,0 milliards de FCFA au premier semestre 2019. L'accroissement du stock de la dette publique est imputable essentiellement à l'accroissement de l'encours de la dette extérieure (+13,5%).

La baisse de la dette intérieure provient principalement du repli de toutes les composantes nonobstant le marché financier régional. L'augmentation de la dette extérieure (+13,5%) est due au renforcement des engagements auprès des bailleurs de fonds multilatéraux, bilatéraux et marché financier international en dépit du repli de la dette commerciale.

Le portefeuille de la dette publique se décompose comme suit : 73,8% de dette extérieure (contre 68,3% en 2018) et de 26,2% de dette intérieure (contre 31,7% en 2018).

Evolution du stock de la dette publique

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier semestre			
	2018		2019		2018		2019	
	T3	T4	T1	T2	2018	2019	Poids	Var
Dette extérieure	3445,9	3743,6	3763,0	3764,2	3317,8	3764,2	73,8%	13,5%
Multilatérale	965,5	1214,8	1274,1	1362,7	907,2	1362,7	26,7%	50,2%
Bilatérale	776,5	804,6	808,4	815,5	669,2	815,5	16,0%	21,9%
Commerciale	469,5	471,4	403,3	325,5	577,7	325,5	6,4%	-43,7%
Marché financier International	1234,4	1252,8	1277,2	1260,5	1163,7	1260,5	24,7%	8,3%
Dette intérieure	1531,1	1516,1	1379,0	1337,7	1454,0	1337,7	26,2%	-8,0%
Bancaire	792,1	772,4	754,2	738,7	819,4	738,7	14,5%	-9,8%
Moratoires	361,9	340,6	221,7	210,6	254,2	210,6	4,1%	-17,1%
Divers	11,5	7,0	7,0	5,0	15,0	5,0	0,1%	-66,7%
Marché financier Régional	365,6	396,1	396,1	383,4	365,3	383,4	7,5%	5,0%
Total	4977,0	5259,7	5142,0	5102,0	4771,8	5102,0	100,0%	6,9%

Source : DGD

III.6 LE COMMERCE EXTERIEUR

Le commerce extérieur du Gabon a enregistré un solde commercial excédentaire de 975,5 milliards de FCFA au premier semestre 2019, en hausse de 13,6% par rapport à la même période en 2018. L'amélioration du solde commerciale est consécutive au dynamisme des exportations (+12,0%) notamment au second trimestre 2019, en dépit de l'augmentation des importations (+9,5%).

De même, à fin juin 2019, le taux de couverture des exportations sur les importations a connu un accroissement de 5,5 points, après avoir ralenti au premier trimestre 2019.

Evolution de la balance commerciale

En milliards de FCFA	Evolution semestrielle				Premier semestre		Poids	Var. 19/ 18
	2018		2019		2018			
	T3	T4	T1	T2	2018	2019		
Exportations (1)	769,5	853,2	610,4	995,9	1434,8	1606,4	164,7%	12,0%
Importations (2)	333,8	340,3	315,0	315,9	576,0	630,9	64,7%	9,5%
Solde commercial [(1)-(2)]	435,8	512,9	295,5	680,0	858,8	975,5		13,6%
Taux de couverture [(1)/(2)]	230,5%	250,7%	193,8%	315,3%	249,1%	254,6%		

Source : DGEPPF / DGDDI

III.6.1. L'évolution des exportations en valeur

A fin juin 2019, la demande extérieure des biens adressée au Gabon (+82,6%), est relative à la progression des exportations du pétrole brut (+16,9%) malgré la baisse des ventes du secteur hors pétrole (-14,1%).

L'évolution des ventes totales du Gabon a enregistré une amélioration de 63,1% entre le premier trimestre et celui du deuxième trimestre 2019, liée principalement aux ventes de pétrole.

Evolution des exportations en valeur

En milliards de FCFA	Evolution trimestrielle				Premier semestre		Poids	Var. 19/ 18
	2018		2019		2018	2019		
	T3	T4	T1	T2				
Exportations de pétrole brut	621,3	704,2	487,1	839,7	1 109,3	1 326,8		19,6%
Exportations hors pétrole dont:	148,2	149	123,4	156,2	325,5	279,6	17,4%	-14,1%
Bois sciés et ouvrages	60,2	71,3	54,6	52,2	127,9	106,8	6,6%	-16,5%
Produits dérivés du pétrole	33,6	20,1	16,8	36,7	66,5	53,5	3,3%	-19,5%
Minerais de manganèse	24,8	33,1	25	25,7	52,2	50,7	3,2%	-2,9%
Ferro-silico-manganèse	12,5	12,9	10,9	10,9	23,4	21,7	1,4%	-7,3%
Caoutchoucs naturels	3,7	2,4	1,9	0,7	4,3	2,7	0,2%	-37,2%
Huile de palme	0,3	0,2	0,8	-	1,6	0,8	0,0%	-50,0%
Poissons et produits de la pêche	0,3	0,2	0,3	0	0,8	0,4	0,0%	-50,0%
Or sous forme brute	1,1	0,2	0,1	0,5	0,8	0,7	0,0%	-12,5%
Cacao en fèves et brisures, bruts	-	-	-	0	-	0	0,0%	
Autres	11,7	8,6	12,9	29,4	48	42,3	2,6%	-11,9%
Exportations totales	769,5	853,2	610,4	995,9	1 434,8	1 606,4	100,0%	12,0%

Source : DGEPEF / DGDDI

- **Les exportations de pétrole**

Les exportations de pétrole brut ont crû de 19,6% au premier semestre 2019 par rapport à la même période en 2018. Cette augmentation s'explique par la fermeté de la demande mondiale notamment de la Chine, de la Corée du sud et de l'Italie ainsi que de la bonne tenue des prix, d'une part, au niveau nationale de la reprise substantielle de la production ainsi que de la baisse de la consommation intérieure d'autre part.

- **Les exportations du secteur hors pétrole**

A fin juin 2019, les exportations hors pétrole ont enregistré une baisse de 14,1%, en relation avec la faiblesse des commandes des pays bas, des Etats Unis, de la Belgique et de la France. Par produits, la diminution de ces exportations provient notamment de la baisse des ventes du bois sciés et ouvrages, du manganèse et du caoutchouc naturel.

III.6.2. L'évolution des importations en valeur

A fin juin 2019, les importations gabonaises ont progressé de 9,5% à 630,9 milliards de FCFA. Cette évolution est consécutive à l'augmentation des achats des biens d'équipement, des intermédiaires et des biens de consommations en dépit de la baisse des commandes de l'énergie.

L'amélioration des importations des biens d'équipement (+47,8%) s'explique notamment, par la reprise des investissements des opérateurs du secteur pétrolier, de l'accroissement commandes dans le secteur minier lié aux investissements de ce secteur et de la reprise dans les BTP.

La hausse des importations de biens de consommation finale de 3,3% à 221,3 milliards de FCFA provient notamment des commandes de biens de consommation non alimentaires et des boissons.

La baisse des commandes des biens d'énergie est liée essentiellement aux achats du gazole, coke, butane, huiles lubrifiantes en provenance principalement du Togo, de la Colombie, de France et de la Guinée Equatoriale.

Les importations en valeur

En milliards de FCFA	Evolution semestrielle				Premier semestre		Poids	Var. 19/ 18
	2018		2019		2018	2019		
	T3	T4	T1	T2				
Biens de consommation finale dont :	111,4	114	120,4	100,9	214,2	221,3	35,1%	3,3%
<i>Produits alimentaires</i>	65,3	0,5	63,8	0,3	149,3	112,6	17,9%	-24,6%
<i>Boissons</i>	5,0	0,0	3,6	0,0	6,4	7,2	1,1%	11,4%
Biens d'Equipement	103,4	114,1	107,2	135,1	164	242,3	38,4%	47,8%
Biens Intermédiaires	79,6	83,2	72,3	72	133,7	144,4	22,9%	8,0%
Energie	39,4	29	15	7,9	64,1	22,9	3,6%	-64,3%
Importations totales	333,8	340,3	315	315,9	576,0	630,9	100,0%	9,5%

Source : DGEPP / DGDDI

III.7 LE PARTENARIAT ECONOMIQUE

III.7.1. Les principaux clients

Le flux des échanges entre le Gabon et l'extérieur s'est amélioré de 11,3% pour se situer à XXX au premier semestre 2019 comparativement à la même période en 2018, suite au renforcement des commandes de la Chine, de la France, de la Corée du sud et de la Belgique.

- *Par pays*

Au premier semestre 2019, les ventes du Gabon vers ses dix premiers clients ont affiché une hausse de 89,7% pour se situer à 1 438,1 milliards de FCFA. Cette évolution est liée à la consolidation des ventes essentiellement de la Chine (+163,8%), de la Corée du sud (+58,5%) et l'Australie (+67,2%). En revanche, les exportations vers les Etats-Unis, Pays bas, France -26,8% et Belgique respectivement de -61,5% de -37,5% et de -2,5%. Par ailleurs, l'Inde, la Malaisie, Indonésie, Trinade

et Tobacco ne font plus partie des dix premiers clients du Gabon contrairement à 2018. Les principaux produits exportés vers ces pays sont le pétrole brut, le bois sciés et ouvrages et le manganèse.

La balance commerciale du Gabon avec la Chine a été excédentaire de 930, 4 milliards de FCFA, une situation liée à l'augmentation des ventes du pétrole, du Bois sciés et ouvrages et du Minerais de manganèse.

Evolution des ventes gabonaises par pays (10 premiers)

En milliards de FCFA	Evolution semestrielle				Premier semestre		Poids	Var.19/18
	2018		2019		2018	2019		
	T3	T4	T1	T2				
Chine	269,8	363,6	468,8	525,3	376,8	994,1	61,9%	163,8%
Corée du Sud (République)	27,6	25,4	0,7	110,8	70,3	111,5	6,9%	58,5%
Australie	69,6	47,2	0	70,2	42	70,2	4,4%	67,2%
Italie	3,5	26,7	31,8	28,5	22,5	60,3	3,8%	167,9%
Pays Bas	51,5	60,3	15,9	24,6	64,9	40,5	2,5%	-37,5%
Singapour	16,7	0,2	0,1	39,8	32,8	39,9	2,5%	21,9%
Corée du Nord (démocratique)	25,8	44,3	-	38,7	32,6	38,7	2,4%	18,8%
Etats Unis	2,6	2,5	3,2	27,1	78,7	30,3	1,9%	-61,5%
France	10,5	21,5	9,8	16,6	36,1	26,4	1,6%	-26,8%
Belgique	15,7	19	13,1	13,1	26,8	26,2	1,6%	-2,5%
Exportations des 10 Premiers clients	493,4	610,7	543,4	894,7	783,6	1 438,1	89,5%	83,5%
Autres	276,2	242,5	67	101,2	651,3	168,2	10,5%	-74,2%
Total export	769,5	853,2	610,4	995,9	1 434,8	1 606,4	100,0%	12,0%
Poids des 10 premiers clients	64,1%	71,6%	89,0%	89,8%	54,6%	89,5%		

Source : DGEPF / DGDDI

• **Par continent**

L'Asie se positionne au premier rang des principaux clients du Gabon (76,6% des parts), expliqué notamment par les commandes chinoises (61,9% des parts), de la Corée du sud (6,9% des parts) et de Singapour (2,5% des parts), en liaison essentiellement avec les ventes du pétrole brut et du bois sciés et ouvrages et du manganèse.

Le continent asiatique est suivi de l'Europe (13,9% des parts), de l'Océanie (4,4% des parts) et de l'Amérique (3,4% des parts). L'Afrique occupe la dernière place, malgré un alourdissement de 23,5% de ses importations sur la même période.

Evolution des exportations gabonaises par continent

En milliards FCFA	Evolution semestrielle				Premier semestre		Poids	Var.19/18
	2018		2019		2018	2019		
	T3	T4	T1	T2				
Afrique	11,8	53	8,6	21,7	24,5	30,3	1,9%	23,5%
dont CEMAC	4,8	1,8	3,1	1,8	8,8	4,9	0,3%	-44,3%
Amérique	89,3	116,2	4,3	50,1	175,4	54,5	3,4%	-68,9%
Asie	484,7	458,7	478,7	751,4	883,6	1 230,1	76,6%	39,2%
Europe	114,1	178	118,8	102,3	308,8	221,1	13,8%	-28,4%
dont U.E	107,1	170,8	110,7	95	298,1	205,7	12,8%	-31,0%
Océanie	69,7	47,3	0,0	70,4	42,4	70,4	4,4%	65,9%
Total	769,5	853,2	610,4	995,9	1434,8	1606,4	100,0%	12,0%

Source : DGEPEF / DGDDI

III.7.2 Les principaux fournisseurs

A fin juin 2019, les importations du Gabon en provenance de ses dix premiers fournisseurs ont enregistré une augmentation de 27,0%, pour s'être établie à 444,9 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique par les livraisons de la France (+6,9%), Belgique (28,9%) et la Chine (24,4%). Les produits en provenance de ce pays concernent principalement les produits de consommation non alimentaire, les produits alimentaires et les outillages, machines, appareils mécaniques.

Le solde de la balance commerciale du Gabon avec la France a été déficitaire de 1 38,3 milliards de FCFA, du fait de la baisse principalement des ventes des Bois sciés et ouvrages et du manganèse.

• *Par pays*

Evolution des achats gabonais par pays (10 premiers)

En milliards FCFA	Evolution semestrielle				Premier semestre		Poids	Var.19/18
	2018		2019		2018	2019		
	T3	T4	T1	T2				
France	81,4	94,2	80,7	84	154	164,7	26,1%	6,9%
Belgique	31,1	43,5	35,6	36	55,6	71,6	11,4%	28,9%
Chine	26,5	37,8	34,1	29,6	51,2	63,7	10,1%	24,4%
Etats Unis	17,6	11,8	16	17,9	25	33,9	5,4%	35,5%
Pays Bas	5,5	4,9	5,6	16,9	12,9	22,4	3,6%	74,1%
Afrique du Sud	6	5,5	8,4	13,6	8,1	22	3,5%	171,6%
Turquie	3,3	2,7	11,2	8,4	8,9	19,6	3,1%	121,6%
Inde	9,8	6,5	9,5	7,9	13,0	17,4	2,8%	34,2%
Emirats Arabes Unis	7,0	5,5	7,3	7,5	10,7	14,8	2,3%	37,8%
Cambodge	3,9	0,9	12,0	2,8	10,9	14,8	2,3%	35,9%
Importations des 10 premiers f/sseurs	192,2	213,3	220,3	224,5	350,2	444,9	70,5%	27,0%
Autres	141,6	127	94,6	91,4	225,8	186	29,5%	-17,6%
Total Import	333,8	340,3	315,0	315,9	576,0	630,9	100,0%	9,5%
Poids des 10 premiers f/sseurs	57,6%	62,7%	70,0%	71,1%	60,8%	70,5%		

Source : DGEPP / DGDDI

• *Par continent*

A fin juin 2019, l'Europe est demeurée le premier fournisseur du Gabon (53,1% des importations totales), suivi de l'Asie (25,2%), de l'Afrique (11,9%), de l'Amérique (9,6%) et enfin de l'Océanie (0,1%).

La place de l'Europe est confortée par les commandes de la France, de la Belgique et des Pays bas en direction du Gabon.

Evolution des achats par continent

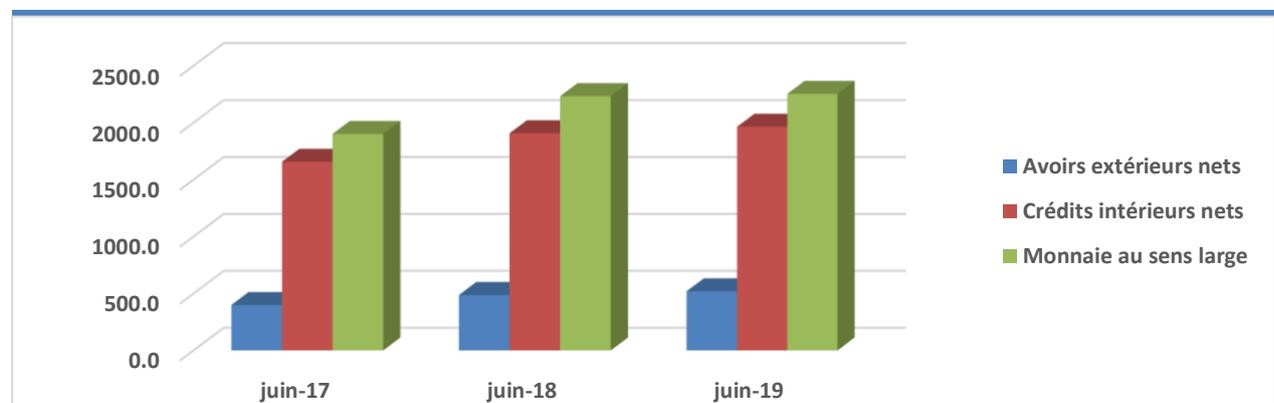
En milliards de FCFA	Evolution semestrielle				Premier trimestre		Poids	Var 19/18
	2018		2019		2018	2019		
	T3	T4	T1	T2				
AFRIQUE	70,7	51,5	38,2	36,8	104,5	75,1	11,9%	-28,1%
dont CEMAC	21,2	9,2	7,1	9,1	22,1	16,2	2,6%	-26,7%
AMERIQUE	32,6	31,1	28,6	32,3	61,8	60,8	9,6%	-1,6%
ASIE	71,2	78,6	86,6	72,3	125,7	158,8	25,2%	26,3%
EUROPE	158,5	178,7	161,1	174,1	283	335,2	53,1%	18,5%
dont U.E	150,2	169,5	144,8	160,7	265,1	305,5	48,4%	15,2%
OCEANIE	0,8	0,3	0,5	0,5	1,0	0,9	0,1%	-10,6%
Total	333,8	340,3	315	315,9	576,0	630,9	100,0%	9,5%

Source : DGEPP / DGDDI

III.8 LA SITUATION MONETAIRE

A fin Juin 2019, la situation monétaire large est caractérisée par une **hausse** de la masse monétaire (+0,9%), des avoirs extérieurs nets (+6,6%) et du crédit intérieur net (+3,0%).

Situation monétaire résumée (en milliards de FCFA)



III.8.1- Les principaux agrégats monétaires

III.8.1.1- La masse monétaire (M2)

Au premier semestre 2019, la masse monétaire progresse de 0,9% à 2253,3 milliards de FCFA, en liaison avec la hausse concomitante des avoirs extérieurs nets (+6,6%) et du crédit intérieur net (+3,0%).

L'analyse de ses composantes révèle un accroissement des dépôts collectés (+1,0% à 1919,9 milliards de FCFA) et une très légère appréciation de la circulation fiduciaire (+0,1% à 333,4 milliards de FCFA).

La quasi-monnaie recule de 3,6% à 704,0 milliards de FCFA à fin juin 2019, traduisant un amenuisement de l'épargne des agents économiques, notamment les entreprises du secteur

III.8.1.2- Les ressources extra-monétaires

Elles augmentent de 43% à 230,6 milliards de FCFA au premier semestre 2019, suite à l'amélioration des fonds propres de 6,8% à 424,5 milliards de FCFA.

III.8.2- Les contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires se consolident de 3,7% à 2483,9 milliards de FCFA, suite au raffermisssement des avoirs extérieurs nets (+6,6%) et du crédit intérieur (+3,0%).

III.8.2.1- Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets s'apprécient de 6,6% à 519,4 milliards de FCFA au premier semestre 2019, consécutivement à la forte hausse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (passant de 215,9 milliards de FCFA à 449,9 milliards de FCFA en juin 2019).

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets

En milliards de FCFA	2019		Premier semestre		
	T1	T2	2018	2019	Var 19/18
Avoirs extérieurs nets	543,2	519,4	487,2	519,4	6,6%
Banque centrale	463,3	449,9	215,9	449,9	108,4%
Banques primaires	79,9	69,5	271,3	69,5	-74,4%

Source : Beac

De même, la situation du compte d'opérations s'améliore significativement, passant de 325,3 milliards de FCFA en juin 2018 à 665,5 milliards de FCFA en juin 2019.

Au vu de ce qui précède, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs gagne 15,74 points pour s'établir à 72,19% au premier semestre 2019.

Evolution des réserves et du Taux de couverture extérieure de la monnaie

En milliards de FCFA	2019		Premier semestre		
	T1	T2	2018	2019	Var 19/18
Compte d'opérations	653,8	665,5	325,3	665,5	104,6%
Taux de couverture extérieure de la monnaie	71,26%	72,19%	56,45%	72,19%	+ 15,74 pts

Source : Beac

III.8.2.2- Le crédit intérieur

Le crédit intérieur enregistre un relèvement de 3,0% à 1964,5 milliards de FCFA au premier semestre 2019, en liaison avec la hausse conjointe des créances nettes sur l'Etat et des crédits à l'économie.

Evolution du crédit intérieur (en milliards de FCFA)

En milliards de FCFA	2019		Premier semestre		
	T1	T2	2018	2019	Var 19/18
Crédits intérieurs nets	1980,9	1964,5	1907,7	1964,5	3,0%
Créances nettes sur l'Etat	866,3	845,4	818,3	845,4	3,3%
Créances sur l'économie	1114,6	1119,1	1089,4	1119,1	2,7%

Source : Beac

Les créances sur l'économie

Elles se confortent de 2,7% à 1119,1 milliards de FCFA à fin juin 2019, en rapport avec l'augmentation des crédits accordés au secteur privé non financier, représentant 97,5% de l'encours des crédits.

Les créances nettes sur l'Etat

Au premier semestre 2019, la situation nette débitrice de l'Etat s'établit à 845,4 milliards contre 818,3 milliards de FCFA un an auparavant. Cette évolution traduit un accroissement de la dette de l'Etat envers le système bancaire. Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) se

dégrade pour atteindre 897,0 milliards en juin 2019 contre 871,1 milliards de FCFA l'année précédente.

III.9 LA POLITIQUE MONETAIRE

En glissement annuel, la politique monétaire de la Beac a reposé sur le maintien du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), des autres taux directeurs et des coefficients applicables sur les DAV et les DAT.

III.9.1- La politique des taux d'intérêts

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 24 juillet 2019 a décidé de maintenir inchangés le TIAO et les autres principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	3,50%
Taux Créditeur Minimum (TCM)	2,45%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%
Taux de pénalité aux banques	8,30%

De même, les facilités ont été reconduites comme suit :

Facilité marginale de prêt	6%
Facilité de dépôts	0%

Enfin, les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) et les Dépôts à Vue (DAV) ont été maintenus ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	7%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	4,5%

CONCLUSION

En Comparaison avec l'évolution de l'activité en 2018, tirée essentiellement par les secteurs exportateurs non dépendants de la commande publique, on note que sur les six premiers mois de l'année 2019, même les branches étroitement dépendantes de la dépense publique comme les BTP sont en hausse. Au second trimestre, la production de pétrole brut a renforcé son rythme de progression à +17,4% contre +11,4% au premier trimestre.

En dépit de quelques secteurs structurellement en difficulté (raffinage et Hévéculture), globalement, l'évolution de l'activité au premier semestre 2019 a confirmé le fait que l'économie gabonaise s'est inscrite sur une phase de reprise. Sur cette base, la projection du PIB a été revue pour l'année 2019 pour un objectif d'atterrissage à environ 3,4% au lieu de 2,9% projeté à l'issue du premier trimestre.

Cette accélération de la croissance globale résulterait d'une augmentation de 11,8% du PIB pétrolier contre +2,4% pour le PIB hors pétrole. Les trois secteurs de l'économie contribueraient positivement à cet élan, soit +9,9% pour le primaire, +2,7% pour le secondaire et +2,5% pour le tertiaire.

ANNEXES

Annexe n°1 : Evolution de la situation monétaire

Trimestre	avr-18	mai-18	juin-18	avr-19	mai-19	juin-19
	<i>en milliards de FCFA</i>					
Avoirs extérieurs nets	506,8	513,5	487,2	628,6	565,9	519,4
Banque centrale	251,2	250,9	215,9	495,3	447,5	449,9
Banques commerciales	255,6	262,6	271,3	133,3	118,4	69,5
Crédits intérieurs nets	1770,4	1795,2	1907,7	1945,2	1984,4	1964,5
Créances nettes sur l'Etat	746,9	730,6	818,3	846,1	886,1	845,4
<i>dont Position Nette du Gouvernement (PNG)</i>	802,6	787,7	871,1	904,3	948,0	897,0
<i>dont Créances nettes sur les organismes publics</i>	-55,7	-57,1	-52,8	-58,2	-61,9	-51,6
Créances sur le reste de l'économie	1023,5	1064,6	1089,4	1099,1	1098,3	1119,1
Ressources = Contreparties	2277,2	2308,7	2394,9	2573,8	2550,3	2483,9
Monnaie au sens large	2075,1	2163,0	2233,7	2335,1	2309,0	2253,3
Circulation fiduciaire	309,5	324,5	333,0	379,1	389,6	333,4
Dépôts	1765,6	1838,5	1900,7	1956,0	1919,4	1919,9
<i>dont Quasi monnaie</i>	721,8	717,7	730,0	794,1	696,5	704,0
Ressources extra-monétaires	202,1	145,7	161,2	238,7	241,3	230,6
	<i>Variations annuelles</i>					
Avoirs extérieurs nets	4,0%	21,7%	22,0%	24,0%	10,2%	6,6%
Crédits intérieurs nets	5,6%	5,1%	15,1%	9,9%	10,5%	3,0%
Créances nettes sur l'Etat	34,4%	31,5%	56,6%	13,3%	21,3%	3,3%
Créances sur le reste de l'économie	-8,7%	-7,7%	-4,0%	7,4%	3,2%	2,7%
Ressources = Contreparties	5,2%	8,4%	16,5%	13,0%	10,5%	3,7%
Masse monétaire	4,6%	10,5%	17,5%	12,5%	6,7%	0,9%
Circulation fiduciaire	-9,4%	-1,9%	2,2%	22,5%	20,1%	0,1%
Dépôts	7,5%	13,1%	20,6%	10,8%	4,4%	1,0%

Source : Beac

Annexe n°2 : Tableau des principales hypothèses 2018-2022

	2018 (1)	2019				2020		2021	2022
		LF (2)	Révisé (3)	(3)/(2)	(3)/(1)	PLF (4)	(4)/(3)		
Production pétrolière (en millions de tonnes)	9,646	11,0700	10,7846	-2,6%	11,8%	10,414	-3,4%	10,275	10,205
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	69,42	68,00	60,00	-11,8%	-13,6%	57,000	-5,0%	56,564	56,320
Exportation de manganèse (en milliers de tonnes)	5 038,97	6 036,24	6 467,54	3,0%	28,4%	7 069,4	9,3%	7 018,6	7 018,6
Prix de vente de manganèse (en \$US/tonne)	219,02	224,00	205,82	-8,1%	-6,0%	204,1	-0,8%	204,9	206,2
Taux de change	555,73	549,00	584,07	4,2%	5,1%	585,42	0,2%	579,83	575,51
Production de Manganèse (en milliers de tonnes)	5 366,51	6 159,43	6 552,17	2,3%	22,1%	7 161,9	9,3%	7 161,9	7 161,9
Production industrie minière (milliers de tonnes)	49,93	54,59	39,50	0,0%	-20,9%	47,3	19,7%	69,0	77,0
Bois débité (en milliers de m3)	1 003,1	913,0	1 038,2	10,3%	3,5%	1 079,8	4,0%	1 123,0	1 167,9
Prix du bois débité (\$/m3)	707,9	707,9	714,9	1,0%	1,0%	722,1	1,0%	729,3	736,6
Production d'huile de palme brut (en milliers de tonnes)	37,1	94,3	56,6	68,7%	52,6%	91,7	62,0%	113,7	129,7
Prix d'huile de palme brut (\$/tonne)	690,0	720,0	705,0	-2,1%	2,2%	721,0	2,3%	737,0	754,0
Production de caoutchouc usiné (en milliers de tonnes)	13,2	20,8	12,5	0,0%	-5,0%	24,7	96,7%	30,2	37,7
Prix de caoutchouc usiné (en Ct\$/lb)	88,5	88,5	88,5	0,0%	0,0%	88,5	0,0%	88,5	89,5

Annexe n°3 : Produit Intérieur Brut ressources (en valeur) 2018-2022

	2018	2019		2020	2021	2022
		LF	Révisé			
Secteur primaire	2786,3	2968,3	2949,2	2815,1	2802,5	2828,9
Agriculture, Elevage, Pêche	390,7	422,1	431,3	459,3	493,9	528,0
Agriculture	354,9	386,7	394,5	420,4	452,4	484,0
Vivrière	336,6	367,2	370,6	387,5	408,3	428,1
Rente	18,2	19,5	23,8	32,9	44,2	55,9
Chasse et Elevage	24,4	24,0	24,8	26,3	28,1	29,9
Pêche	11,5	11,4	12,0	12,5	13,3	14,1
Exploitation forestière	118,6	121,0	125,7	131,1	136,8	143,9
Pétrole brut	2040,4	2160,3	2117,9	1929,3	1877,2	1859,8
Mines	236,7	265,0	274,3	295,3	294,6	297,1
Gaz	0,016	0,000	0,015	0,000	0,000	
Secteur secondaire	2207,2	2334,1	2338,8	2605,3	2800,1	2986,6
Industries agro-alimentaires, boissons	179,6	173,2	186,6	195,8	206,4	218,7
Industrie du bois	191,8	168,1	200,5	209,3	218,4	229,9
Industrie minière	16,7	0,0	13,2	0,0	0,0	0,0
Autres industries	300,1	282,8	332,5	381,4	418,0	451,0
Raffinage	9,8	14,2	4,6	4,4	4,4	4,3
Electricité, Eau	111,5	118,4	118,4	129,0	140,5	159,4
BTP	308,3	429,3	364,1	508,4	570,8	617,0
Recherche, services pétroliers	1089,4	1148,1	1118,9	1177,1	1241,6	1306,4
Secteur tertiaire	2488,5	2621,9	2637,1	2846,5	3083,6	3318,7
Transports & Communications	856,6	895,0	918,2	1002,1	1095,2	1180,8
Transport	726,2	772,5	775,5	840,5	916,5	989,7
Communications	130,5	122,6	142,7	161,6	178,7	191,1
Services	1010,5	1084,4	1059,0	1136,6	1223,4	1316,8
Commerce	454,4	478,2	480,8	514,7	550,2	585,7
Services bancaires, assurances	282,6	269,8	300,1	314,2	332,3	349,4
Services non marchands	1317,4	1317,7	1278,1	1295,2	1302,4	1306,4
Education	184,9	187,2	184,0	188,0	193,7	199,0
Santé	84,3	83,3	81,7	82,6	85,2	87,4
Autres services non marchands	1048,1	1047,2	1012,5	1024,5	1023,4	1019,9
PIB au coût des facteurs	8799,3	9241,9	9203,1	9562,1	9988,6	10440,5
DTI et TVA	566,8	652,9	556,9	559,6	570,7	584,7
PIB au coût du marché	9366,1	9894,8	9760,1	10121,8	10559,3	11025,3
<u>Pour mémoire:</u>						
PIB total	9366,1	9894,8	9760,1	10121,8	10559,3	11025,3
PIB pétrole	2040,4	2160,3	2117,9	1929,3	1877,2	1859,8
PIB hors pétrole	7325,7	7734,6	7642,2	8192,4	8682,1	9165,4

Annexe n°4 : Produit Intérieur Brut ressources (en volume) 2018-2022

(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	2018	2019		2020	2021	2022
		LF	Révisé			
Secteur primaire	1068,1	1204,3	1187,4	1209,2	1237,9	1273,7
Agriculture, Elevage, Pêche	325,6	363,8	354,6	382,6	415,2	450,7
Agriculture	278,0	316,0	305,9	331,8	362,0	394,7
Vivrière	248,2	284,4	266,8	277,5	288,6	303,0
Rente	29,9	31,7	39,1	54,4	73,4	91,8
Chasse et Elevage	23,2	22,7	23,6	24,7	26,0	27,3
Pêche	24,4	25,1	25,1	26,0	27,3	28,7
Exploitation forestière	78,3	78,2	79,9	83,9	88,0	92,5
Pétrole brut	563,3	646,4	629,8	608,1	600,1	596,0
Mines	100,8	115,7	123,1	134,6	134,6	134,6
Gaz	0,021	0,023	0,018	0,016	0,016	0,017
Secteur secondaire	1000,4	1018,1	1054,9	1172,4	1236,8	1299,7
Industries agro-alimentaires, boissons	123,3	120,2	125,9	130,3	134,9	140,3
Industrie du bois	118,6	110,8	122,7	127,6	132,7	138,0
Industries minières	16,4	11,3	13,0	13,8	14,6	15,5
Autres industries	153,6	143,9	166,4	188,5	202,6	215,8
Raffinage	7,3	9,2	3,8	3,6	3,6	3,6
Electricité, Eau	53,9	55,3	54,9	56,5	58,8	64,3
BTP	172,0	234,4	198,0	270,6	296,7	315,5
Recherche, services pétroliers	355,4	332,9	370,3	381,4	392,9	406,6
Secteur tertiaire	1911,5	1987,1	1954,4	2043,4	2149,0	2257,6
Transports & Communications	703,2	755,1	718,7	752,9	794,4	836,3
Transport	351,6	373,0	363,2	383,1	406,1	432,5
Communications	351,7	382,1	355,5	369,8	388,2	403,8
Services	769,2	788,4	780,7	813,5	850,1	888,3
Commerce	279,1	282,4	284,9	298,6	310,6	323,0
Services bancaires, assurances	279,3	265,3	290,5	298,9	310,8	323,3
Services non marchands	1033,4	1030,2	1001,9	1007,7	1007,2	1006,9
Education	297,1	299,9	290,9	293,8	298,2	302,7
Santé	140,6	141,8	136,8	136,8	138,9	141,0
Autres services non marchands	595,6	588,5	574,1	577,0	570,1	563,2
PIB au coût des facteurs	5013,4	5239,7	5198,6	5432,7	5631,0	5837,9
DTI et TVA	517,5	516,7	520,1	527,9	543,7	562,8
PIB au coût du marché	5530,9	5756,4	5718,6	5960,6	6174,8	6400,7
<u>Pour mémoire:</u>						
PIB total	5530,9	5756,4	5718,6	5960,6	6174,8	6400,7
PIB pétrole	563,3	646,4	629,8	608,1	600,1	596,0
PIB hors pétrole	4967,6	5109,9	5088,8	5352,4	5574,7	5804,7

Annexe n°5 : Produit Intérieur Brut emplois (en valeur) 2018-2022

(En milliards de FCFA)	2018	2019		2020	2021	2022
		LF	Révisé			
Pib total	9366,1	9894,8	9760,1	10121,8	10559,3	11025,3
<i>Pib pétrole</i>	2040,4	2160,3	2117,9	1929,3	1877,2	1859,8
<i>Pib hors pétrole</i>	7325,7	7734,6	7642,2	8192,4	8682,1	9165,4
Importations totales	2014,9	2148,7	2104,4	2337,3	2501,3	2383,7
<i>Biens</i>	1721,3	1808,1	1819,4	2042,3	2191,6	2213,0
<i>Consommations</i>	406,2	416,8	423,1	447,0	466,9	468,5
<i>Equipements</i>	768,8	876,5	805,2	946,4	1012,5	1005,7
<i>Intermédiaires</i>	546,4	514,8	591,1	648,9	712,2	738,9
<i>Services</i>	293,5	340,6	285,0	295,0	309,7	170,7
Total des ressources	11381,0	12043,5	11864,4	12459,1	13060,6	13409,0
Consommation totale	4607,6	4744,6	4661,9	4935,3	5073,8	5281,1
Ménages	3617,7	3720,9	3769,4	4007,3	4148,8	4356,8
Administrations	989,9	1023,7	892,5	928,0	925,0	924,3
Investissement total	2040,0	2200,5	2188,0	2575,4	2857,8	2669,7
Formation brute de capital fixe	2040,0	2200,5	2188,1	2575,4	2857,8	2669,7
Administration	175,7	383,2	187,3	438,8	551,1	275,2
Secteur privé	1864,3	1817,2	2000,8	2136,6	2306,8	2394,5
<i>Pétrole</i>	910,4	807,5	1001,9	1040,4	1083,8	1071,6
<i>Hors pétrole</i>	953,9	1009,7	998,9	1096,1	1222,9	1322,9
Variation des stocks	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
Exportations	4733,3	5098,4	5014,6	4948,4	5129,0	5458,2
Biens	4583,3	4906,7	4859,8	4776,9	4937,6	5252,5
<i>Pétrole</i>	3420,8	3694,6	3500,7	3200,4	3118,0	3091,3
<i>Hors pétrole</i>	1162,4	1212,1	1359,2	1576,5	1819,5	2161,1
<i>Rentes</i>	403,6	407,7	498,2	678,0	914,2	1250,1
<i>Mines</i>	395,2	478,9	453,2	473,0	467,4	457,4
<i>Bois transformé</i>	360,0	321,7	404,1	421,6	433,8	449,1
<i>Autres produits (manufacturiers, manganèse métal et sillo-manganèse, etc.)</i>	3,6	3,8	3,7	3,9	4,2	4,5
Services	150,0	191,7	154,7	171,6	191,4	205,7
Total des emplois	11381,0	12043,5	11864,4	12459,1	13060,6	13409,0

Annexe n°6 : Produit Intérieur Brut emplois (en volume) 2018-2022

(aux prix de 2001)	2018	2019		2020	2021	2022
		LF	Révisé			
Pib total	5530,9	5756,4	5718,6	5960,6	6174,8	6400,7
<i>Pib pétrole</i>	563,3	646,4	629,8	608,1	600,1	596,0
<i>Pib hors pétrole</i>	4967,6	5109,9	5088,8	5352,4	5574,7	5804,7
Importations totales	2202,2	2278,0	2341,1	2630,5	2813,7	2929,9
<i>Biens</i>	1908,9	1973,6	2049,3	2322,7	2492,3	2605,5
<i>Consommations</i>	378,8	394,1	398,7	418,2	436,6	450,4
<i>Equipements</i>	981,3	994,7	1037,6	1222,9	1307,8	1349,3
<i>Intermédiaires</i>	548,9	584,9	613,0	681,6	747,8	805,8
<i>Services</i>	293,3	304,4	291,8	307,8	321,4	324,4
Total des ressources	7733,2	8034,4	8059,7	8591,1	8988,5	9330,6
Consommation totale	3471,2	3554,6	3392,8	3483,8	3524,3	3555,2
Ménages	2605,8	2659,2	2640,0	2723,9	2788,8	2841,7
Administrations	865,4	895,4	752,8	760,0	735,4	713,5
Investissement total	1833,4	1925,2	1915,6	2162,4	2279,3	2276,4
Formation brute de capital fixe	1833,4	1925,2	1915,3	2162,0	2278,9	2276,0
Administration	184,3	284,6	188,1	323,9	298,0	188,6
Secteur privé	1649,1	1640,5	1727,1	1838,1	1980,9	2087,4
<i>Pétrole</i>	558,3	522,8	603,0	628,0	653,9	671,5
<i>Hors pétrole</i>	1090,8	1117,8	1124,1	1210,2	1326,9	1415,9
Variation des stocks	0,0	0,0	0,4	0,4	0,4	0,4
Exportations	2428,5	2554,7	2751,3	2944,8	3184,9	3499,0
Biens	2361,5	2519,2	2677,8	2865,7	3099,2	3409,6
<i>Pétrole</i>	1191,5	1317,0	1290,4	1250,5	1235,5	1227,9
<i>Hors pétrole</i>	1170,1	1202,2	1387,4	1615,2	1863,7	2181,7
<i>Rentes</i>	389,5	401,4	494,7	677,6	919,4	1241,0
<i>Mines</i>	391,9	449,3	463,8	491,5	486,8	472,4
<i>Bois transformé</i>	385,0	347,6	425,0	442,0	453,0	463,6
<i>Autres produits (manufacturiers, manganèse métal et sillo-manganèse, etc.)</i>	3,6	3,9	3,9	4,2	4,4	4,7
Services	67,0	35,5	73,5	79,1	85,7	89,4
Total des emplois	7733,2	8034,4	8059,7	8591,1	8988,5	9330,6

Annexe n° : 7 Produit Intérieur Brut ressources croissance réelle 2017-2022

(Croissance au prix de 2001)	2017	2018	2019		2020	2021	2022
			LF	Révisé			
Secteur primaire	0,7%	-0,6%	10,2%	11,2%	1,8%	2,4%	2,9%
Agriculture, Elevage, Pêche	11,9%	9,4%	9,2%	8,9%	7,9%	8,5%	8,5%
Agriculture	13,1%	10,2%	10,3%	10,0%	8,5%	9,1%	9,1%
Vivrière	10,8%	7,0%	8,5%	7,5%	4,0%	4,0%	5,0%
Rente	47,9%	46,3%	29,0%	31,0%	39,0%	35,0%	25,0%
Chasse et Elevage	7,8%	8,0%	2,5%	1,5%	5,0%	5,0%	5,0%
Pêche	3,5%	2,0%	3,0%	3,0%	3,5%	5,0%	5,0%
Exploitation forestière	13,5%	10,0%	5,0%	2,0%	5,0%	5,0%	5,0%
Pétrole brut	-8,5%	-8,2%	10,2%	11,8%	-3,4%	-1,3%	-0,7%
Mines	36,8%	9,4%	17,2%	22,1%	9,3%	0,0%	0,0%
Gaz	-7,3%	4,1%	7,1%	-17,1%	-9,3%	4,1%	4,0%
Secteur secondaire	-8,2%	3,1%	2,8%	5,4%	11,1%	5,5%	5,1%
Industries agro-alimentaires, boissons	-2,2%	7,1%	2,3%	2,1%	3,5%	3,5%	4,0%
Industrie du bois	10,3%	18,6%	4,5%	3,5%	4,0%	4,0%	4,0%
Industrie minière	37,2%	78,8%	7,0%	-20,9%	6,5%	6,0%	6,0%
Autres industries	-4,4%	13,2%	4,4%	8,3%	13,3%	7,5%	6,5%
Raffinage	-21,2%	-4,4%	0,5%	-47,7%	-5,0%	0,0%	0,0%
Electricité, Eau	0,7%	0,2%	1,9%	1,8%	3,0%	4,0%	9,5%
BTP	-21,3%	-23,1%	3,8%	15,1%	36,7%	9,6%	6,3%
Recherche, services pétroliers	-7,7%	9,1%	1,2%	4,2%	3,0%	3,0%	3,5%
Secteur tertiaire	7,8%	2,5%	3,5%	2,2%	4,6%	5,2%	5,1%
Transports & Communications	30,9%	2,9%	5,3%	2,2%	4,8%	5,5%	5,3%
Transport	48,2%	5,4%	6,5%	3,3%	5,5%	6,0%	6,5%
Communications	17,8%	0,6%	4,1%	1,1%	4,0%	5,0%	4,0%
Services	-3,6%	1,6%	2,6%	1,5%	4,2%	4,5%	4,5%
Commerce	-0,3%	0,4%	2,1%	2,1%	4,8%	4,0%	4,0%
Services bancaires, assurances	0,5%	6,2%	1,6%	4,0%	2,9%	4,0%	4,0%
Services non marchands	1,5%	-2,6%	-1,2%	-3,0%	0,6%	0,0%	0,0%
Education	0,2%	-1,9%	-0,5%	-2,1%	1,0%	1,5%	1,5%
Santé	0,5%	-2,4%	-0,5%	-2,7%	0,0%	1,5%	1,5%
Autres services non marchands	2,4%	-2,9%	-1,7%	-3,6%	0,5%	-1,2%	-1,2%
PIB au coût des facteurs	1,5%	0,9%	3,8%	3,7%	4,5%	3,7%	3,7%
DTI et TVA	-8,2%	0,7%	1,8%	0,5%	1,5%	3,0%	3,5%
PIB au coût du marché	0,5%	0,8%	3,6%	3,4%	4,2%	3,6%	3,7%
<u>Pour mémoire:</u>							
PIB total	0,5%	0,8%	3,6%	3,4%	4,2%	3,6%	3,7%
PIB pétrole	-8,5%	-8,2%	10,2%	11,8%	-3,4%	-1,3%	-0,7%
PIB hors pétrole	1,7%	2,0%	2,9%	2,4%	5,2%	4,2%	4,1%

Annexe n°8 : Produit Intérieur Brut emplois croissance réelle 2017-2022

(Croissance au prix de 2001)	2017	2018	2019		2020	2021	2022
			LF	Révisé			
Pib total	0,5%	0,8%	3,6%	3,4%	4,2%	3,6%	3,7%
<i>Pib pétrole</i>	-8,5%	-8,2%	10,2%	11,8%	-3,4%	-1,3%	-0,7%
<i>Pib hors pétrole</i>	1,7%	2,0%	2,9%	2,4%	5,2%	4,2%	4,1%
Importations totales	-7,3%	-0,6%	3,4%	6,3%	12,4%	7,0%	4,1%
<i>Biens</i>	-7,6%	-0,7%	2,9%	7,4%	13,3%	7,3%	4,5%
<i>Consommations</i>	2,3%	-3,6%	1,4%	5,3%	4,9%	4,4%	3,2%
<i>Equipements</i>	3,1%	-10,2%	2,0%	5,7%	17,9%	6,9%	3,2%
<i>Intermédiaires</i>	-31,3%	25,4%	6,0%	11,7%	11,2%	9,7%	7,8%
<i>Services</i>	-5,4%	0,5%	6,2%	-0,5%	5,5%	4,4%	0,9%
Total des ressources	-1,9%	0,4%	3,6%	4,2%	6,6%	4,6%	3,8%
Consommation totale	-0,1%	-5,5%	0,9%	-2,3%	2,7%	1,2%	0,9%
Ménages	0,4%	-0,4%	0,9%	1,3%	3,2%	2,4%	1,9%
Administrations	-1,3%	-18,2%	1,0%	-13,0%	1,0%	-3,2%	-3,0%
Investissement total	-11,6%	8,1%	2,2%	4,5%	12,9%	5,4%	-0,1%
Formation brute de capital fixe	-11,5%	8,0%	2,2%	4,5%	12,9%	5,4%	-0,1%
Administration	-60,2%	13,6%	5,7%	2,1%	72,1%	-8,0%	-36,7%
Secteur privé	1,6%	7,5%	1,8%	4,7%	6,4%	7,8%	5,4%
<i>Pétrole</i>	-2,2%	14,1%	-2,4%	8,0%	4,1%	4,1%	2,7%
<i>Hors pétrole</i>	3,5%	4,3%	3,9%	3,1%	7,7%	9,6%	6,7%
Variation des stocks	-867,6%	-100,0%	0,0%	#DIV/0!	0,0%	0,0%	0,0%
Exportations	3,4%	4,2%	8,7%	13,3%	7,0%	8,2%	9,9%
<i>Biens</i>	3,4%	3,6%	8,9%	13,4%	7,0%	8,1%	10,0%
<i>Pétrole</i>	-10,3%	-7,7%	6,2%	8,3%	-3,1%	-1,2%	-0,6%
<i>Hors pétrole</i>	29,3%	18,3%	12,1%	18,6%	16,4%	15,4%	17,1%
<i>Rentes</i>	47,9%	42,9%	23,3%	27,0%	37,0%	35,7%	35,0%
<i>Mines</i>	48,3%	0,1%	11,7%	18,4%	6,0%	-1,0%	-3,0%
<i>Bois transformé</i>	2,5%	19,8%	1,8%	10,4%	4,0%	2,5%	2,3%
<i>Autres produits (manufacturiers, manganèse métal et sillo-manganèse, etc.)</i>	8,0%	9,0%	8,1%	8,0%	7,7%	6,8%	6,7%
<i>Services</i>	2,7%	35,0%	-3,4%	9,7%	7,7%	8,3%	4,3%
Total des emplois	-1,9%	0,4%	3,6%	4,2%	6,6%	4,6%	3,8%

EQUIPE DE REDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. OTO'O NGOUA Lambert

Directeur Adjoint

M. LEMAMI Ferdin

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. OBAME NANG Didier

M. IKAPI Eric

Chargés d'Etudes

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. MOUPEPE Yves

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

M. ABOUROU EYA Lucien

M. ODOUMA Larick

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE

Mme. Julie Sandrine NTSAME

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA ép. LOUEMBET

Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA ép. NDOUNOU

Mme. Elzy Yolène BOUYOU

Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU

M. Martial MBA BISSIGHE

M. Gildas Romaric MATANGOYE

M. Raphael MBA N'NANG

M. Albain MOKAMBO

M. Didier NKOGHE OBAME

M. Euloge Bernadin LENGOUNGA

M. Brice YOUOMO

M. Noel MAGANGA

M. Georges Freddy MOUNANGA

M. Patrick Patrici NZUE EDOU

DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Patrick Renaud LOEMBA

M. Kevin BOUNGOUNGOU

Chargés d'Études

Mme Milène OMBAGAMBOUGA ép. N'GANGA

Mme. Marie Irène IBOMBO

Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA

M. Félicien Farlane NGANI

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

M. Aymard NGOUA ONA

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA

Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU

Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède

M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE

M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA

M. Jean de Dieu MOUSSODOU

M. OBANDJI Guy Ulrich

M. Florent MANEMBE